



Combien coûte la production de lait ?

Coût de la production laitière dans huit pays européens, coût moyen de l'UE et coût de production du lait bio en Allemagne

Allemagne – Belgique – Danemark – France – Irlande – Lituanie – Luxembourg – Pays-Bas

Résultats 2019

Calcul réalisé sur la base des données du Réseau d'information comptable agricole de l'UE (RICA)

Troisième édition





ANALYSE SCIENTIFIQUE

**Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL)
Réseau Die Landforscher**
Heiligenstädter Straße 2, 37130 Gleichen, Allemagne
+49 559 292 7567
kj@agrarsociologie.de
www.landforscher.de



RÉALISÉ À LA DEMANDE DE

European Milk Board asbl (EMB)
Rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles, Belgique
+32 2 808 1935
office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

ÉDITEUR

BAL, EMB ©2021

ORGANISATIONS PARTENAIRES :



Milcherzeuger Interessengemeinschaft (MIG)
Rue de l'Eglise 24, 6280 Villers-Poterie, Belgique
+32 470 473 340
alain.minet@mig-emb.eu
www.milcherzeuger.eu



MEG Milch Board w. V.
Stresemannstraße 24, 37079 Göttingen, Allemagne
+49 551 507 6490
info@milch-board.de
www.milch-board.de



Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)
Gutenbergstraße 7-9, 85354 Freising, Allemagne
+49 816 153 84730
info@bdm-verband.de
www.bdm-verband.de



Luxembourg Dairy Board (LDB)
36, Reidenerwee, 8552 Oberpallen, Luxembourg
+352 691 998 831
info@ldb.lu
www.ldb.lu



Landsforeningen af Danske Mælkeproducenter (LDM)
Karetmagervej 9, 7000 Fredericia, Danemark
+45 762 079 63
cs@maelkeproducenter.dk
www.maelkeproducenter.dk



Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI)
5, Impasse du Maréchal, 55700 Stenay, France
+33 679 620 299
boris.gaec-du-transfo@orange.fr
www.apli-nationale.org



Coordination rurale (CR)
1, Impasse Marc Chagall, 32022 Auch Cedex 9, France
+33 630 730 660
crun@coordinationrurale.fr
www.coordinationrurale.fr/lait



AOP France MilkBoard (AOP FMB):
Mairie – Le Bourg, 50210 Saint-Denis-le-Vêtu, France
+33 681 545 981
aop.fmb@gmail.com



Irish Creamery Milk Suppliers Association (ICMSA)
John Feely House, Dublin Road, Limerick, V94 KX38, Irlande
+353 61 314532
info@icmsa.ie
www.icmsa.ie



Lietuvos pieno gamintoju asociacija (LPGA)
K. Donjelaicio st. 2, 44213 Kaunas, Lituanie
pienogamintojai@gmail.com
www.pienogamintojai.lt



Dutch Dairy Board (DDB)
Gedempte Schuinesloot 3, 7776 PS Slagharen, Pays-Bas
+31 630 105 890
info@ddb.nu
www.ddb.nu

Table des matières

Avant-propos	5
Coût de la production laitière dans huit pays européens et coût moyen de l'UE	6
Coûts de production du lait en 2019	6
Composition des coûts de production du lait	7
Besoins d'investissement	8
Structure des exploitations laitières	9
Évolution des coûts de production 2015 – 2019	10
Revenu des producteurs et productrices de lait 2015 – 2019	11
Coûts de production, prix du lait et part non couverte des coûts 2015 – 2019	12
Coûts de production du lait en 2019 – fiches pays	
Allemagne	14
Allemagne (lait bio)	16
Belgique	18
Danemark	20
France	22
Irlande	24
Lituanie	26
Luxembourg	28
Pays-Bas	30
Moyenne UE	32
Analyses des coûts de production – méthodologie et données	34
L'importance de données actuelles	34
Extrapolation des coûts de production à l'année 2019	35
Coût de la main-d'œuvre et reconnaissance d'un revenu adéquat	35
Combien d'heures la gestion d'une exploitation laitière occupe-t-elle ?	37
Schéma utilisé pour déterminer les coûts de production du lait	38

Codes pays et symboles utilisés dans le présent ouvrage : BE (Belgique), DK (Danemark), DE (Allemagne), FR (France), IE (Irlande), LT (Lituanie), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), UE (Union européenne), ø (moyenne).

Avant-propos

Au printemps 2020, le **Pacte vert européen** a annoncé une réforme agricole ambitieuse, la **stratégie « De la ferme à la table »**. Celle-ci exige des exploitations agricoles de jouer un plus grand rôle et d'assurer une mise en œuvre plus rapide des modifications nécessaires pour parvenir à une gestion des sols et à un élevage climatiquement neutres et préservant les ressources et l'environnement. Les producteurs et productrices de lait sont aussi appelés à prendre de **nouvelles mesures au niveau de leurs exploitations**, notamment pour favoriser le bien-être animal, la biodiversité et la protection des cours d'eau et du climat. Ils ne peuvent toutefois contribuer à une mise en œuvre efficace des objectifs de protection du climat et de l'environnement que s'ils peuvent dégager un revenu leur permettant de faire évoluer leur exploitation de manière durable et tournée vers l'avenir.

Depuis désormais huit ans, les producteurs et productrices de lait réunis au sein de l'European Milk Board (EMB) confient au **BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft)**, appartenant au réseau *Die Landforscher*, la réalisation régulière d'une **analyse du coût de la production laitière**. Ces calculs sont établis pour les principaux pays producteurs de lait de l'UE **sur la base de données officielles et représentatives**. Dans cette troisième édition, les résultats pour la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas sont complétés par les coûts de production en Irlande et en Lituanie ainsi que pour la moyenne de l'UE. Cette moyenne prend en compte 26 États membres et se rapporte aux années 2015 à 2019. L'étude sur les coûts de production du lait en Lituanie a été commandée par le ministère lituanien de l'Agriculture et repose sur la même méthode de calcul. En outre, une fiche d'information présentant les coûts de production du lait bio en Allemagne a fait son entrée dans le présent ouvrage. Contrairement aux résultats pour la moyenne des exploitations laitières en Allemagne, basés sur les données du RICA de l'UE, ceux pour les

exploitations laitières bio reposent sur les données nationales du ministère fédéral allemand de l'Agriculture.

Avoir une bonne connaissance de l'évolution des coûts de production est un des éléments principaux pour les exploitations laitières pour pouvoir évaluer leur situation économique présente et passée, mais aussi leurs capacités et leurs limites d'adaptation économique. En effet, pour une meilleure compréhension de la situation économique des élevages laitiers, une comparaison des coûts et des recettes dégagées par le prix du lait s'avère nécessaire. Pour les producteurs et productrices de lait, l'adaptation de leur exploitation au changement climatique et aux normes environnementales de plus en plus strictes signifiera à l'avenir surtout une chose : une augmentation des coûts et des **frais d'investissement à la hausse**. Déjà aujourd'hui, les **conséquences du changement climatique**, qui se traduisent par des phénomènes météorologiques extrêmes et la sécheresse, ont un impact économique considérable sur les exploitations laitières. Les résultats actuels des coûts de production du lait présentés dans cette édition en témoignent.

La Commission européenne, les décideurs politiques, les partenaires économiques et le grand public doivent dès à présent prendre cette réalité en compte. La vision d'une production laitière durable ne peut réussir à temps que si les producteurs et productrices de lait sont à même de mettre en œuvre les mesures nécessaires sur le long terme. Cette étude s'attache à créer davantage de transparence à ce sujet.

Depuis 2013, les résultats de l'étude sur les coûts de la production laitière dans différents pays européens sont publiés régulièrement dans les rapports « Combien coûte la production de lait ? » du BAL. Ceux-ci contiennent des chiffres détaillés et des faits probants sur l'état et l'évolution des coûts de production dans les exploitations laitières de l'UE.

Les **coûts de production du lait biologique en Allemagne** sont présentés dans la fiche d'information aux pages 16 à 17 du présent ouvrage.

Les coûts de production indiqués s'entendent toujours nets, hors TVA, pour un équivalent lait de 33 g de protéines et 40 g de matières grasses.

Toutes les études et publications sur les coûts de la production laitière dans différents pays européens sont disponibles sur le site internet de l'EMB :
www.europeanmilkboard.org/fr/couts-de-production-du-lait.html

Coût de la production laitière dans huit pays européens et coût moyen de l'UE

Coûts de production du lait en 2019

Les résultats de la présente étude sur le coût de la production laitière montrent quel est le **prix minimum** que devraient obtenir les producteurs et productrices de lait dans les différents pays de l'UE pour **couvrir leurs coûts de production** et réaliser un **revenu équitable** pour eux-mêmes et les membres de leur famille travaillant dans l'exploitation. À côté des charges générales d'exploitation et des dépenses pour les moyens de production, l'étude prend donc en compte le coût de la main-d'œuvre, sur la base de normes reconnues. Les **aides de l'Union européenne** (UE) relatives à la production laitière dont bénéficient les exploitations sont considérées comme un revenu et sont **déduites des coûts**.

Les présentes analyses des coûts de production du lait de 2012 à 2019 sont réalisées pour six des principaux pays producteurs de lait de l'UE, à savoir l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande et les Pays-Bas. De plus, les coûts de production ont été déterminés pour la Lituanie et le Luxembourg. Ces huit pays ont produit ensemble 94 millions de tonnes de lait en 2019, ce qui représente 54 % du volume de production de lait de l'UE-28, voire 60 % de l'UE-27 (Eurostat 2020). En outre, les coûts de production du lait de 2015 à 2019 sont présentés pour la moyenne de toutes les exploitations laitières de l'UE (pour 26 États membres de l'UE,

avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre). En complément, la présente brochure comporte une fiche d'information sur les coûts de production du lait biologique en Allemagne (cf. p. 16 à 17).

En 2019, les **coûts de production du lait** dans les pays étudiés variaient de 34,21 ct/kg (en Irlande) à 58,63 ct/kg (en Lituanie). Le **coût de production moyen de l'UE** se montait à 45,35 ct/kg de lait.

Les coûts relativement élevés de la production laitière en France (52,54 ct/kg) et en Lituanie (58,63 ct/kg) par rapport aux autres pays s'expliquent par la structure des exploitations, qui se caractérise par un grand nombre de petites exploitations ou d'exploitations en région de montagne. Les faibles coûts de la production laitière en Irlande (34,21 ct/kg) sont dus au système de production particulier à ce pays.

Le **prix du lait** dans les huit États membres de l'UE pris en considération était inférieur à la moyenne de l'UE, à savoir 34,52 ct/kg. Contrairement aux coûts de production, le prix du lait dans ces pays ne différait que peu (entre 28,79 ct/kg en Lituanie et 34,11 ct/kg au Danemark). L'**écart important entre les coûts de production et le prix du lait** a entraîné un manque à gagner pouvant atteindre 51 %. Pour une exploitation agricole moyenne de l'UE, la part non couverte des coûts était de 24 %.

Tableau 1 : Coûts de production, prix du lait et part non couverte des coûts en 2019* (en ct/kg)

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	Ø EU***
Coûts de production (coût total hors investissements nets)	46,78	47,44	41,44	52,54	34,21	58,63	42,33	44,54	45,35
Prix du lait**	33,05	33,70	34,11	33,33	31,26	28,79	33,13	32,75	34,52
Part non couverte des coûts en ct/kg	-13,73	-13,74	-7,33	-19,21	-2,95	-29,84	-9,20	-11,79	-10,83
Part non couverte des coûts en %	-29 %	-29 %	-18 %	-37 %	-9 %	-51 %	-22 %	-26 %	-24 %

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BAL sur la base des données RICA 2018 et Eurostat.

** Les prix du lait indiqués se réfèrent soit à la teneur naturelle en matières grasses et en protéines (selon les données de l'observatoire MMO), soit à 4 % de matières grasses et 3,4 % de protéines (selon les données statistiques nationales). Des informations détaillées quant aux sources utilisées sont indiquées dans les fiches pays respectives, voir p. 14 – 33).

*** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Tableau 2 : Composition des coûts de production du lait en 2019* (en ct/kg)

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	ø EU ****
Intrants et moyens de production**	19,37	21,87	19,83	21,53	16,43	17,09	19,78	17,27	21,29
Charges générales d'exploitation***	15,89	21,72	24,42	23,85	15,69	25,43	23,88	21,42	20,48
Recettes de la vente de bovins (déduites)	-3,89	-5,38	-4,00	-6,51	-7,31	-6,56	-5,95	-1,81	-5,35
Coûts à effet de trésorerie (après déduction des recettes de la vente de bovins)	31,37	38,21	40,25	38,87	24,81	35,96	37,71	36,88	36,42
Paramètre des revenus (coût de la main-d'œuvre)	17,46	12,14	3,61	17,56	12,07	38,64	11,97	9,24	12,39
Total des coûts de la production laitière	48,83	50,35	43,86	56,43	36,88	74,60	49,68	46,12	48,81
Aides de l'UE (déduites)	-2,05	-2,91	-2,42	-3,89	-2,67	-15,97	-7,35	-1,58	-3,46
Coûts de production du lait (résultat final)	46,78	47,44	41,44	52,54	34,21	58,63	42,33	44,54	45,35
Investissements nets (ø 2009 - 2018)	2,74	1,64	1,90	-0,12	2,73	3,37	5,21	5,12	1,69
Coûts de production investissements nets inclus	49,52	49,08	43,34	52,42	36,94	62,00	47,54	49,66	47,04

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BAL sur la base des données RICA 2018 et Eurostat.

** Semences, engrais, produits phytosanitaires, achats de fourrage, entretien des équipements et du matériel, énergie.

*** Autres coûts spécifiques de la production végétale et animale et toutes les charges non spécifiques telles que : travaux par tiers, autres charges générales, salaires, fermage, intérêts, taxes et impôts (situation 2018).

**** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Composition des coûts de production du lait 2019

Dans les huit pays producteurs, les **dépenses pour les moyens de production et les intrants** tels que les semences, les engrais, les produits phytosanitaires, les aliments, l'entretien des bâtiments et du matériel et l'énergie se situaient entre 16,43 (en Irlande) et 21,87 ct/kg (en Allemagne), soit un écart maximal de 5,44 ct/kg. Les chiffres de 2019 sont le résultat d'une analyse de tendance.

Dans les huit pays et pour la moyenne de l'UE, une **augmentation significative du coût des aliments** a pu être enregistrée au cours des dernières années. C'est le résultat des **années de sécheresse** et d'étés très secs. Cette augmentation des coûts concerne à la fois l'achat d'aliments et la production de fourrages dans l'exploitation¹.

Dans un premier temps, les coûts de production sont déterminés pour tous les bovins d'une exploitation. Les **recettes issues de la vente des veaux, des bovins d'engraissement et de reproduction** (production bovine) sont ensuite **déduites** de ces coûts. C'est ainsi que le coût de la production laitière est déterminé.

Pour l'année 2019, les **coûts à effet de trésorerie**, obtenus en prenant en compte les charges générales d'exploitation (de 15,69 à 25,43 ct/kg) et après déduction des recettes de la vente de bovins, variaient de 24,81 (en Irlande) à 40,25 ct/kg (au Danemark). C'est ce que coûte aux exploitations la seule production laitière, sans tenir compte des coûts de la main-d'œuvre des producteurs et productrices de lait. Les charges générales d'exploitation sont les plus faibles en **Irlande** et en **Belgique** (15,69 et 15,89 ct/kg,

1 Les coûts de l'ensilage de foin, d'herbe et de maïs, etc. sont pris en compte par le biais du coût des semences, des engrais, des produits phytosanitaires et d'autres dépenses liées à la production végétale.

respectivement). Le **Danemark**, la **France**, la **Lituanie** et le **Luxembourg** se distinguent quant à eux par des charges très élevées. Les exploitations laitières danoises ont des coûts comparativement élevés de main-d'œuvre salariée (5,06 ct/kg), amortissements (4,45 ct/kg), élevage (3,49 ct/kg) et travaux par tiers (3,42 ct/kg). En **France**, le niveau relativement élevé des charges générales d'exploitation est principalement dû aux coûts des travaux par tiers et des amortissements (13,22 ct/kg au total). En **Lituanie**, les amortissements représentent à eux seuls plus de la moitié des charges générales d'exploitation, soit 14,51 ct/kg, et au **Luxembourg** 47 %, soit 11,26 ct/kg.

Le **paramètre des revenus** relativement **faible au Danemark** (3,61 ct/kg) s'explique par un volume de production plus important comparé aux autres pays et un nombre relativement faible de main-d'œuvre familiale non salariée (188 vaches laitières avec un rendement laitier de 9 820 kg et une main-d'œuvre familiale de 1,21 - voir *Tableau 5*). Le paramètre des revenus représente une part très importante des coûts de production en **Lituanie** (38,64 ct/kg). Cela s'explique par une main-d'œuvre familiale relativement importante dans des petites exploitations avec un faible volume de production. En outre, le salaire minimum légal (doublé) utilisé comme base de calcul du paramètre des revenus a sensiblement augmenté en Lituanie au cours des dernières années.

Le **résultat final** des coûts de production du lait dans les différents pays varie entre 34,21 et 58,63 ct/kg (*Tableau 1, Tableau 2*).

Dans la présente étude, les coûts de production du lait sont exprimés en centimes par kilogramme de lait. De ce fait, le volume de production a un effet non négligeable sur les coûts de production du lait. Cet effet peut être constaté notamment dans le niveau du **paramètre des revenus**. Ce dernier s'élève à 38,64 ct/kg en Lituanie, pour 11 vaches

laitières et un rendement laitier de 5 650 kilogrammes. La base de calcul est un salaire horaire brut de 8,76 euros (cotisations patronales incluses), correspondant à un revenu annuel de 20 554 euros par exploitation. Le paramètre des revenus pour les exploitations laitières danoises n'est que de 3,61 ct/kg, pour 188 vaches laitières et un rendement laitier de 9 820 kilogrammes. Ce résultat de calcul se fonde sur un salaire horaire conventionnel de 30 euros brut (cotisations patronales comprises), correspondant à un revenu annuel de 76 880 euros par exploitation.

Les **aides de l'UE** relatives à la production laitière sont considérées comme un revenu et sont donc déduites du total des coûts de production. Le résultat final n'inclut pas les **investissements nets** et les **charges supplétives pour la terre et le capital**. Ceux-ci sont présentés séparément aux *Tableaux 3 et 4*.

Besoins d'investissement

Au cours des dix dernières années, de 2009 à 2018, les **investissements nets** (investissements bruts, déduction faite des amortissements) dans les huit pays étudiés se situaient en moyenne entre -0,12 et 5,21 ct/kg. En France, les investissements nets étaient négatifs, ce qui signifie que le capital physique des exploitations a diminué. Le prix du lait devrait également couvrir le coût des investissements. En effet, ce n'est que grâce aux investissements que les exploitations laitières pourront **assurer leur avenir**. De même, seuls ces investissements leur permettront d'**adapter leurs méthodes d'élevage** à l'évolution des règles en matière d'écologie et aux attentes concernant la qualité des aliments et le bien-être animal.

Tableau 3 : Investissements nets (moyenne sur 10 ans, en ct/kg)

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	Ø EU*
Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	2,74	1,64	1,90	-0,12	2,73	3,37	5,21	5,12	1,69

* Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Tableau 4 : Charges supplétives dans les huit pays (situation 2018/2019, en ct/kg)*

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	Ø EU**
Terres (paramètre du fermage)	0,65	1,24	3,46	0,30	3,13	1,48	1,49	3,34	1,24

* En raison de la politique de la BCE en matière de taux d'intérêt, le paramètre des intérêts (charges supplétives pour le capital) est actuellement négatif. Par conséquent, ces résultats ne sont pas présentés dans cette édition.

** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Structure des exploitations laitières

La structure des exploitations laitières varie considérablement d'un pays à l'autre. En effet, les exploitations agricoles ont évolué dans un contexte historique, local et économique très distinct selon le pays. Ainsi, la **taille moyenne de troupeau** oscille entre 11 et 188 vaches laitières, pour une **superficie** de 31 à 181 hectares. Le **rendement laitier** quant à lui varie de 5 650 à 9 820 kilogrammes. Une **exploitation moyenne dans l'UE** dispose de 47 hectares de terres agricoles et d'un cheptel de 43 vaches laitières, avec un rendement laitier de 7 229 kilogrammes.

Dans l'UE, les exploitations laitières sont **pour la plupart des exploitations familiales**. Le travail familial indépendant non salarié prédomine dans tous les pays (69 – 96 %), à l'exception du **Danemark** (35 %).

Comparé à d'autres pays, une exploitation laitière moyenne en **France** dispose d'une surface agricole relativement grande et

d'un troupeau laitier plutôt réduit. En comparaison, la superficie exploitée aux **Pays-Bas** est très faible par rapport à un nombre assez élevé d'animaux. Les exploitations laitières **danoises** affichent les chiffres les plus élevés pour tous les indicateurs structurels. Les exploitations laitières **irlandaises**, dont la taille du troupeau est comparable à celle de la **Belgique** et du **Luxembourg** et qui disposent d'une surface agricole similaire à celle de la **Belgique**, affichent un rendement laitier beaucoup plus faible, dû au système de production spécifique au pays. Le rendement laitier des exploitations **lituaniennes** est proche des valeurs **irlandaises**, avec 5 650 kilogrammes par vache, tandis que la surface agricole disponible et le nombre de vaches laitières sont largement inférieurs. La Lituanie est le premier pays d'Europe de l'Est à être représenté dans l'étude sur les coûts de production. Par rapport aux autres pays représentés, les exploitations y sont plutôt petites, avec un cheptel moyen de 11 vaches laitières.

Tableau 5 : Structure des exploitations laitières (moyenne des exploitations, 2018)

Pays	Superficie en hectares	Vaches laitières	Rendement laitier (en kg)	Main-d'œuvre totale (UTA)*	Main-d'œuvre familiale (UTF)**
Allemagne	79	70	7 912	2,13	1,48
Belgique	62	82	7 932	1,93	1,86
Danemark	181	188	9 820	3,46	1,21
France	98	65	6 888	1,94	1,65
Irlande	64	83	5 884	1,67	1,38
Lituanie	31	11	5 650	1,59	1,38
Luxembourg	104	80	7 936	1,83	1,61
Pays-Bas	59	103	8 875	1,94	1,63
Moyenne UE***	47	43	7 229	1,89	1,52

* UTA = unités de travail annuel

** UTF = unités de travail familial

*** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Avant la publication, en 2013, de la première étude sur le coût de la production laitière en Allemagne, la **logique et la méthodologie** sur lesquelles se basent les analyses ont été examinées et approuvées par des experts indépendants. Pour l'essentiel, la méthodologie employée suit la logique de celle qu'utilise la direction générale de l'agriculture de la Commission européenne (DG AGRI) dans son rapport sur les exploitations laitières dans l'UE (EU Dairy Farms Report).

Le RICA, sur lequel est basé le calcul des coûts de production, est composé essentiellement de **données officielles et représentatives**. Ces données sont collectées par les autorités nationales des États membres et évaluées ensuite par la Commission européenne. Le RICA est actuellement la source la plus complète de données sur la situation économique des exploitations agricoles de l'UE.

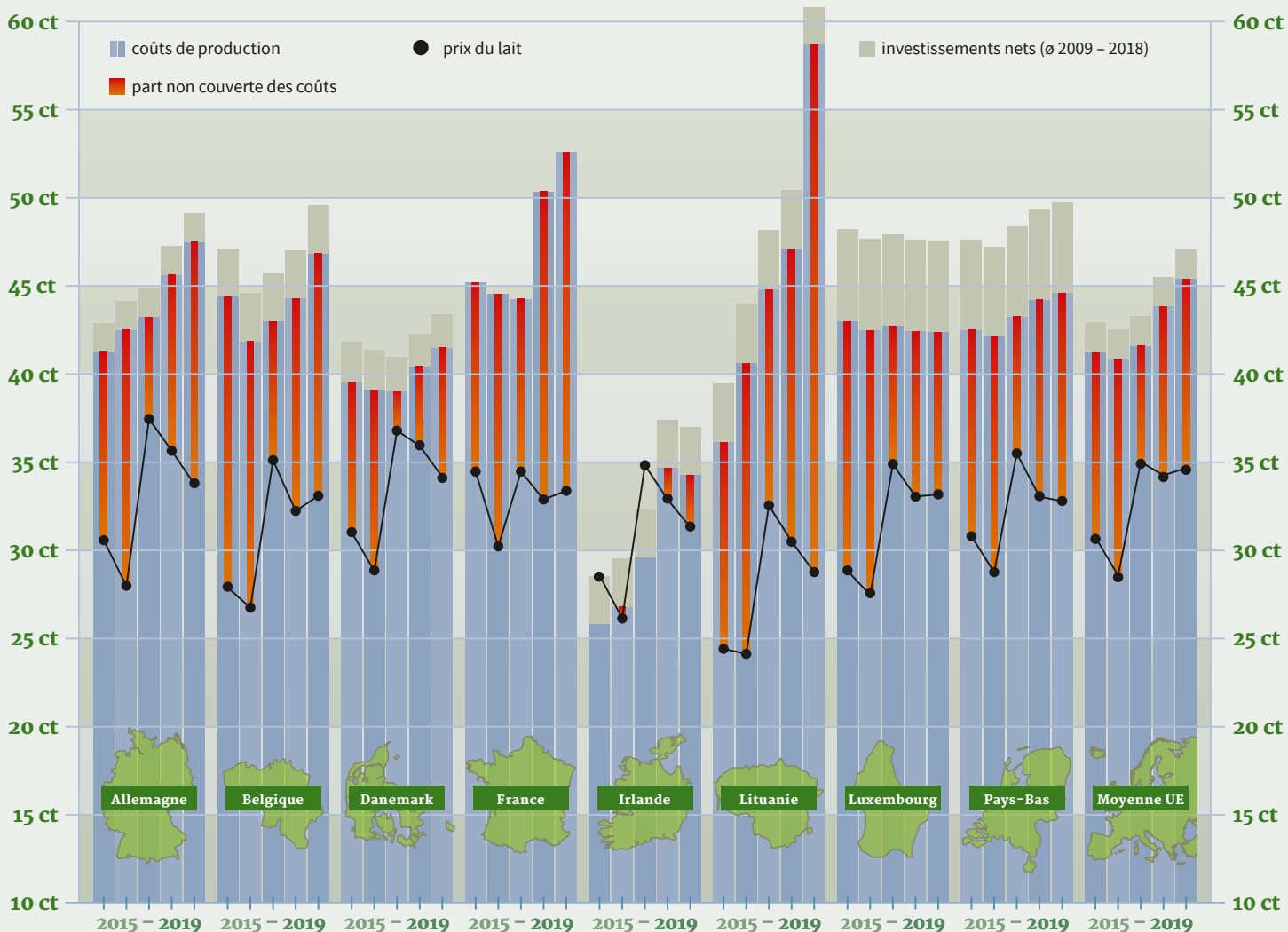
Évolution des coûts de production 2015 – 2019

Le Graphique 1 et le Tableau 7 (p. 12 – 13) exposent l'évolution des coûts de production au cours des cinq dernières années jusqu'en 2019. Les résultats de 2019 sont des valeurs extrapolées (tendance).

En aucune de ces cinq années, le prix payé aux producteurs ne couvrait les coûts de production. Depuis 2017/18, ces derniers affichent une augmentation nette dans tous les pays, due principalement à la hausse des coûts d'achat de fourrage (aliments concentrés et achats supplémentaires d'aliments de base) dans de nombreux pays, en raison de l'importante **sécheresse**. À l'inverse, le prix du lait n'a plus atteint le niveau de 2017. Dans tous les pays, le prix moyen payé aux producteurs durant cette période n'était que de 31 à environ 33,50 ct/kg. En Lituanie, il était même inférieur à 30 ct/kg.

Au vu de la **hausse des coûts de production**, l'écart entre les coûts et les prix se creuse. Dans ce contexte, non seulement les exploitations laitières ne disposent pas des bénéfices nécessaires pour une gestion stable et orientée vers l'avenir, mais le prix du lait perçu et les aides de l'UE liées à la production laitière ne suffisent même pas à garantir un revenu équitable aux producteurs et productrices de lait. Entre la hausse des coûts et un prix du lait qui demeure trop bas, la situation économique des élevages laitiers est très tendue. Seule une amélioration durable de leur situation économique leur permettra de contribuer à la mise en œuvre des objectifs environnementaux, climatiques et de bien-être animal, qui impliquent des coûts importants.

Graphique 1 : Évolution des coûts de production et du prix du lait 2015 – 2019 (en ct/kg)



Revenu des producteurs et productrices de lait 2015 – 2019

La production laitière implique une charge de travail importante et devrait assurer aux producteurs et productrices de lait un revenu adéquat. Dans la présente étude, ce revenu adéquat est basé sur les conventions collectives applicables ou sur le double du salaire minimum du pays concerné et est représenté par le **paramètre des revenus** (cf. dernière ligne du *Tableau 6* et *Tableau 10*, p. 37). Toutefois, dans la pratique, ce revenu adéquat n'est que très rarement atteint. **Dans les conditions actuelles, il n'est pas possible pour une exploitation laitière moyenne de générer un revenu par le biais des recettes provenant du prix du lait.**

Le tableau ci-dessous montre les recettes moyennes que les exploitations laitières ont pu générer grâce au prix du lait et aux aides sur les cinq années de 2015 à 2019. Après déduction des coûts à effet de trésorerie, c'est-à-dire du coût des moyens de production et des charges générales d'exploitation, on obtient le revenu à disposition, soit ce qui reste aux producteurs et productrices pour la rémunération de leur travail.

Dans la plupart des pays et pour la moyenne de l'UE, au cours des cinq années de 2015 à 2019, **le prix du lait n'a même pas couvert les seuls coûts à effet de trésorerie** (coûts réels hors paramètre des revenus). **Dans certains pays (Danemark, Pays-Bas), même en incluant les aides, les coûts à effet de trésorerie n'ont pas pu être couverts.** Une exploitation laitière moyenne dans ces pays a donc généré un déficit au cours de ces cinq années. Mais même dans les pays où les producteurs ont pu tirer un certain revenu de leur travail grâce aux aides, **ce revenu était toujours**

bien inférieur au paramètre des revenus. Dans une exploitation **française**, par exemple, le revenu converti en taux horaire n'était que de **1,24 EUR/h** et dans les exploitations **luxembourgeoises** de **1,82 EUR/h**. En **Allemagne** et en **Lituanie**, la situation était similaire, avec **2,63** et **2,34 EUR/h**, respectivement. Après déduction de leurs coûts, les producteurs de lait **belges** se sont eux aussi retrouvés avec un salaire horaire n'atteignant que **6,58 EUR/h**. Seul en **Irlande**, où les coûts sont moins élevés en raison du système de production, les producteurs de lait ont presque pu atteindre le niveau du paramètre des revenus, soit **22,23 EUR/h** en moyenne sur ces cinq années. En revanche, au **Danemark** et aux **Pays-Bas**, les producteurs et productrices n'ont tiré en moyenne aucun revenu de la production laitière. Leur salaire horaire réel équivalait donc à **0,00 EUR/h**. Même pour la moyenne de l'UE, les recettes provenant du prix du lait et des aides n'ont permis aux producteurs de gagner que **3,25 EUR/h**. Selon les calculs de tendance pour 2019, la situation des revenus des producteurs se serait même encore dégradée en raison de l'augmentation des coûts dans la plupart des pays (voir résultats 2019, p. 6 – 8).

Pour l'avenir du secteur, la situation des revenus dans les exploitations laitières européennes est extrêmement problématique. L'intensification actuelle des changements structurels, qui s'accompagne d'une hausse des cessations d'activité, confirme ce déséquilibre. D'un point de vue purement économique, il est peu judicieux pour un jeune agriculteur, par exemple, de se lancer dans la production laitière. Pour un développement durable et à long terme du secteur, des perspectives d'avenir sont nécessaires. Vu la situation actuelle du marché, celles-ci ne sont cependant pas données.

Tableau 6 : Comparaison revenu réel à disposition et revenu équitable nécessaire 2015 – 2019*

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	Ø EU**
Recettes provenant du prix du lait et des aides (en ct/kg)	33,20	36,02	35,81	37,02	33,38	42,30	38,93	33,95	36,01
dont prix du lait (en ct/kg)	30,98	33,03	33,37	33,04	30,72	28,07	31,46	32,15	32,50
Coûts à effet de trésorerie (en ct/kg)	28,80	34,60	38,68	36,20	21,54	32,00	38,16	35,88	33,98
Revenu à disposition (en ct/kg)	4,40	1,42	-2,87	0,82	11,84	10,30	0,77	-1,93	2,03
Revenu à disposition converti en EUR/h*** (revenu réel)	6,58	2,63	0,00	1,24	22,23	2,34	1,82	0,00	3,25
Revenu équitable en EUR/h*** (selon paramètre des revenus)	26,08	22,50	30,06	26,66	22,66	8,76	28,30	24,00	19,85

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BAL sur la base des données RICA 2018 et Eurostat.

** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

*** Estimation calculée sur la base du paramètre des revenus. Pour plus d'informations concernant le calcul du paramètre des revenus, cf. p. 34 à 39.

Tableau 7 : Coûts de production, prix du lait et part non couverte des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg)

Année	2015	2016	2017	2018	2019*	Ø 2015 – 2019
Allemagne						
Coûts de production**	41,20	42,44	43,17	45,57	47,44	43,96
Prix du lait***	30,53	27,93	37,40	35,60	33,70	33,03
Part non couverte des coûts en ct/kg	-10,67	-14,51	-5,77	-9,97	-13,74	-10,93
Part non couverte des coûts en %	-26 %	-34 %	-13 %	-22 %	-29 %	-25 %
Belgique						
Coûts de production**	44,34	41,80	42,92	44,23	46,78	44,01
Prix du lait***	27,93	26,70	35,05	32,19	33,05	30,98
Part non couverte des coûts en ct/kg	-16,41	-15,10	-7,87	-12,04	-13,73	-13,03
Part non couverte des coûts en %	-37 %	-36 %	-18 %	-27 %	-29 %	-30 %
Danemark						
Coûts de production**	39,88	39,41	39,04	40,32	41,44	40,02
Prix du lait***	31,03	28,83	36,90	35,96	34,11	33,37
Part non couverte des coûts en ct/kg	-8,85	-10,58	-2,14	-4,36	-7,33	-6,65
Part non couverte des coûts en %	-22 %	-27 %	-5 %	-11 %	-18 %	-17 %
France						
Coûts de production**	45,14	44,49	44,21	50,31	52,54	47,34
Prix du lait***	34,42	30,18	34,42	32,84	33,33	33,04
Part non couverte des coûts en ct/kg	-10,72	-14,31	-9,79	-17,47	-19,21	-14,30
Part non couverte des coûts en %	-24 %	-32 %	-22 %	-35 %	-37 %	-30 %
Irlande						
Coûts de production**	25,75	26,75	29,53	34,61	34,21	30,17
Prix du lait***	28,60	26,09	34,78	32,87	31,26	30,72
Part non couverte des coûts en ct/kg	2,85	-0,66	5,25	-1,74	-2,95	0,55
Part non couverte des coûts en %	11 %	-2 %	18 %	-5 %	-9 %	3 %

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BAL sur la base des données RICA 2018 et Eurostat.

** Résultat final hors investissements nets.

*** Les prix du lait indiqués se réfèrent soit à la teneur naturelle en matières grasses et en protéines (selon les données de l'observatoire MMO), soit à 4 % de matières grasses et 3,4 % de protéines (selon les données statistiques nationales). Des informations détaillées quant aux sources utilisées sont indiquées dans les fiches pays respectives, voir p. 14 – 33).

Année	2015	2016	2017	2018	2019*	Ø 2015 - 2019
Lituanie						
Coûts de production**	36,09	40,55	44,75	47,02	58,63	45,41
Prix du lait***	24,41	24,12	32,55	30,49	28,79	28,07
Part non couverte des coûts en ct/kg	-11,68	-16,43	-12,20	-16,53	-29,84	-17,34
Part non couverte des coûts en %	-32 %	-41 %	-27 %	-35 %	-51 %	-38 %
Luxembourg						
Coûts de production**	42,94	42,43	42,68	42,38	42,33	42,55
Prix du lait***	28,82	27,48	34,85	33,00	33,13	31,46
Part non couverte des coûts en ct/kg	-14,12	-14,95	-7,83	-9,38	-9,20	-11,10
Part non couverte des coûts en %	-33 %	-35 %	-18 %	-22 %	-22 %	-26 %
Pays-Bas						
Coûts de production**	42,46	42,07	43,20	44,16	44,54	43,29
Prix du lait***	30,75	28,75	35,45	33,03	32,75	32,15
Part non couverte des coûts en ct/kg	-11,71	-13,32	-7,75	-11,13	-11,79	-11,14
Part non couverte des coûts en %	-28 %	-32 %	-18 %	-25 %	-26 %	-26 %
Moyenne UE****						
Coûts de production**	41,18	40,79	41,55	43,78	45,35	42,53
Prix du lait***	30,60	28,43	34,86	34,11	34,52	32,50
Part non couverte des coûts en ct/kg	-10,58	-12,36	-6,69	-9,67	-10,83	-10,03
Part non couverte des coûts en %	-26 %	-30 %	-16 %	-22 %	-24 %	-24 %

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BAL sur la base des données RICA 2018 et Eurostat.

** Résultat final hors investissements nets.

*** Les prix du lait indiqués se réfèrent soit à la teneur naturelle en matières grasses et en protéines (selon les données de l'observatoire MMO), soit à 4 % de matières grasses et 3,4 % de protéines (selon les données statistiques nationales). Des informations détaillées quant aux sources utilisées sont indiquées dans les fiches pays respectives, voir p. 14 - 33).

**** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Coûts de production du lait en 2019 – fiches pays





→ Allemagne Coûts de production du lait 2019

En Allemagne, les coûts de production d'un kilogramme de lait sont passés à 47,44 ct en 2019. Au vu de l'extrême sécheresse qu'a connu le pays depuis 2018, le coût des aliments a fortement augmenté. En même temps, le prix du lait a chuté de 3,70 ct/kg entre 2017 et 2019, creusant davantage l'écart entre le prix et les coûts.

Sur une moyenne de cinq ans, de 2015 à 2019, 25 % des coûts n'étaient pas couverts. Pendant cette période, sans les aides de l'UE et rien qu'avec la production de lait, une exploitation laitière moyenne en Allemagne n'a pas pu générer de revenus. En effet, les coûts à effet de trésorerie (moyens de production et charges

générales d'exploitation) se montaient à eux seuls à 34,60 ct/kg, pour un prix du lait de seulement 33,03 ct/kg. Ce n'est qu'en prenant en compte les aides de l'UE à hauteur de 2,99 ct/kg que les exploitations ont pu réaliser un revenu de 1,42 ct/kg, qui ne représente néanmoins même pas 12 % du paramètre des revenus. Pour l'année 2019, ce dernier a été déterminé sur la base d'un salaire horaire de 22,50 euros (cotisations patronales incluses et pondéré selon les salaires conventionnels en vigueur dans les Länder). Les investissements ont connu une forte baisse, notamment au cours de la crise de 2015/16.

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	11,23
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	3,11
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	4,08
Entretien des bâtiments et du matériel	4,25
Énergie	3,60
Travaux par tiers	2,62
Salaires	2,83
Autres frais généraux	2,11
Fermages	2,52
Amortissements	6,01
Intérêts, taxes et impôts	1,23

- Recettes de la vente de bovins

- 5,38

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 38,21

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

12,14

= Coût total

= 50,35

- Aides

- 2,91

= Coûts de production du lait

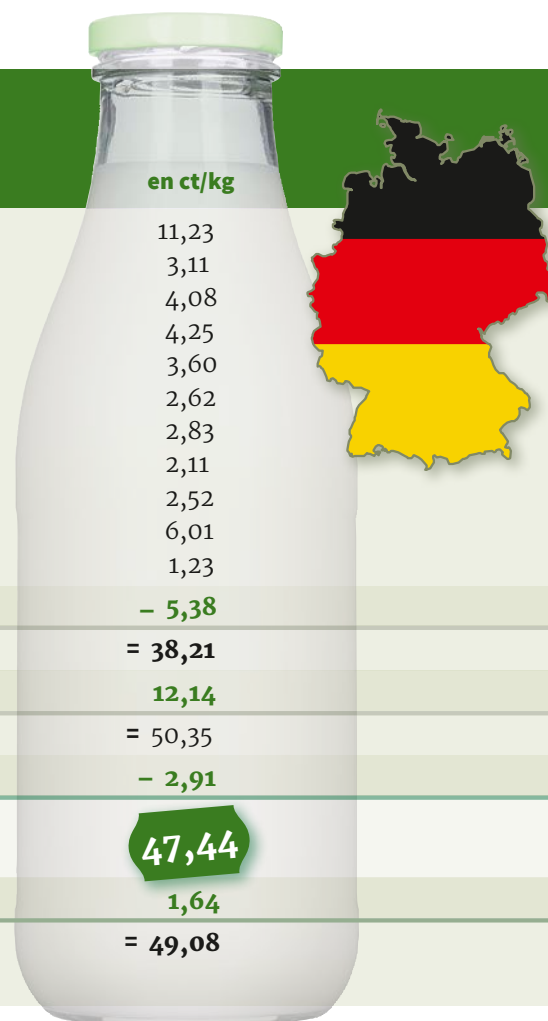
47,44

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

1,64

= Coûts de production investissements nets compris

= 49,08



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	5,88	6,91	8,17	7,23	9,48	6,54	5,67	5,04	6,83	7,50	6,92
Investissements nets (hors amortissements)	0,69	1,14	2,54	1,68	3,50	1,57	1,05	0,23	1,77	2,26	1,64

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	38,21	12,14	50,35	2,91	47,44	1,64	49,08
2018	36,34	12,14	48,48	2,91	45,57		47,21
2017	33,76	12,44	46,20	3,03	43,17		44,81
2016	32,81	12,73	45,54	3,10	42,44		44,08
2015	31,88	12,31	44,19	2,99	41,20		42,84
Ø 2015 – 2019	34,60	12,35	46,95	2,99	43,96		-

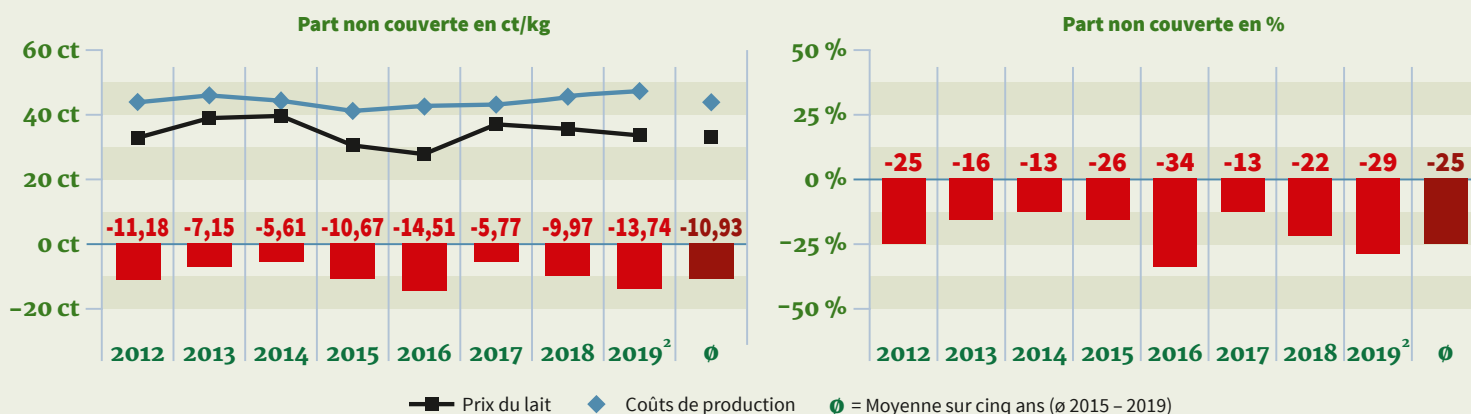
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	44,08	45,90	44,39	41,20	42,44	43,17	45,57	47,44	43,96
Prix du lait*	32,90	38,75	38,78	30,53	27,93	37,40	35,60	33,70	33,03
Part non couverte des coûts en ct/kg	-11,18	-7,15	-5,61	-10,67	-14,51	-5,77	-9,97	-13,74	-10,93
Part non couverte des coûts en %	-25 %	-16 %	-13 %	-26 %	-34 %	-13 %	-22 %	-29 %	-25 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	107	111	108	100	103	105	111	115	-

* Source : Observatoire MMO de l'UE 2020, teneur naturelle en protéines et en matières grasses.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)





→ Allemagne Coûts de production du lait bio 2019/20

Depuis 2019, les coûts de production du lait biologique en Allemagne font également l'objet d'une étude. Contrairement au calcul pour la moyenne des exploitations laitières en Allemagne, ces analyses ne sont pas basées sur les données du RICA de l'UE, mais sur les données nationales du ministère fédéral allemand de l'Agriculture. Pendant la campagne laitière de 2019/20, les coûts de production du lait bio s'élevaient à 64,63 ct/kg, affichant une hausse de 1,20 ct/kg par rapport à l'année précédente. Le prix moyen du lait bio de 47,17 ct/kg la même année ne permettait aux exploitations de ne couvrir que 73 % de leurs coûts de production. Le paramètre des revenus pris en compte dans le calcul pour couvrir le coût de la main-d'œuvre était de 24,53 ct/kg.

De 2015/16 à 2019/20, les exploitations laitières bio ont perçu en moyenne 60,15 ct/kg par le biais du prix du lait (47,84 ct/kg) et des aides de l'UE (12,31 ct/kg). Pendant la même période, elles ont encouru des coûts de 51,53 ct/kg rien que pour les moyens de production et les charges générales d'exploitation (coûts à effet de trésorerie). Leur revenu réel n'était donc que de 8,62 ct/kg, ce qui ne représente que 35 % du paramètre des revenus calculé sur la base des salaires conventionnels en vigueur, à savoir un taux horaire moyen d'environ 24 euros (y compris la part de l'employeur).

Aperçu des coûts de production du lait bio en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	9,55
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	1,47
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	5,18
Entretien des bâtiments et du matériel	5,47
Énergie	5,38
Travaux par tiers	2,62
Salaires	4,26
Autres frais généraux	10,40
Fermages	3,12
Amortissements	11,45
Intérêts, taxes et impôts	1,60

- Recettes de la vente de bovins

- 7,98

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 52,52

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

24,53

= Coût total

= 77,05

- Aides

- 12,42

= Coûts de production du lait

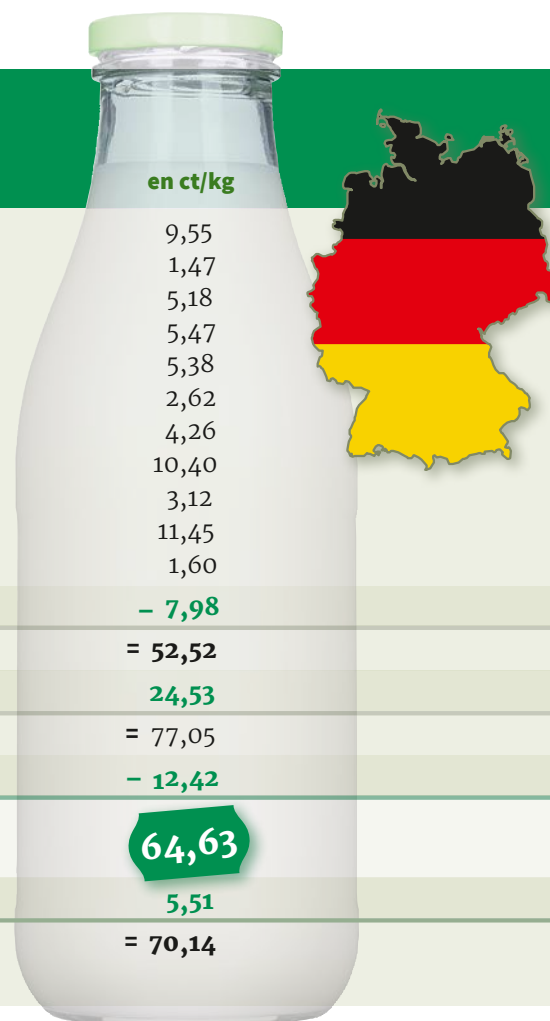
64,63

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

5,51

= Coûts de production investissements nets compris

= 70,14



Évolution des investissements 2011/12 – 2018/19 (en ct/kg)

Année	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	Ø 8 ans
Investissements bruts	18,26	17,60	19,46	16,50	17,28	20,16	14,54	14,62	17,30
Investissements nets (hors amortissements)	6,68	6,60	7,59	3,75	5,58	7,48	3,40	2,96	5,51

Composition des coûts 2015/16 – 2019/20 (en ct/kg)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2011/12 – 2018/19)	= Coûts + investissements nets
2019/20 ²	52,52	24,53	77,05	12,42	64,63	5,51	70,14
2018/19	52,64	23,23	75,87	12,44	63,43		68,94
2017/18	50,15	22,68	72,83	11,60	61,23		66,74
2016/17	50,69	24,20	74,89	12,02	62,87		68,38
2015/16	51,64	28,34	79,98	13,08	66,90		72,41
Ø 2015/16 – 2019/20	51,53	24,60	76,12	12,31	63,81	-	-

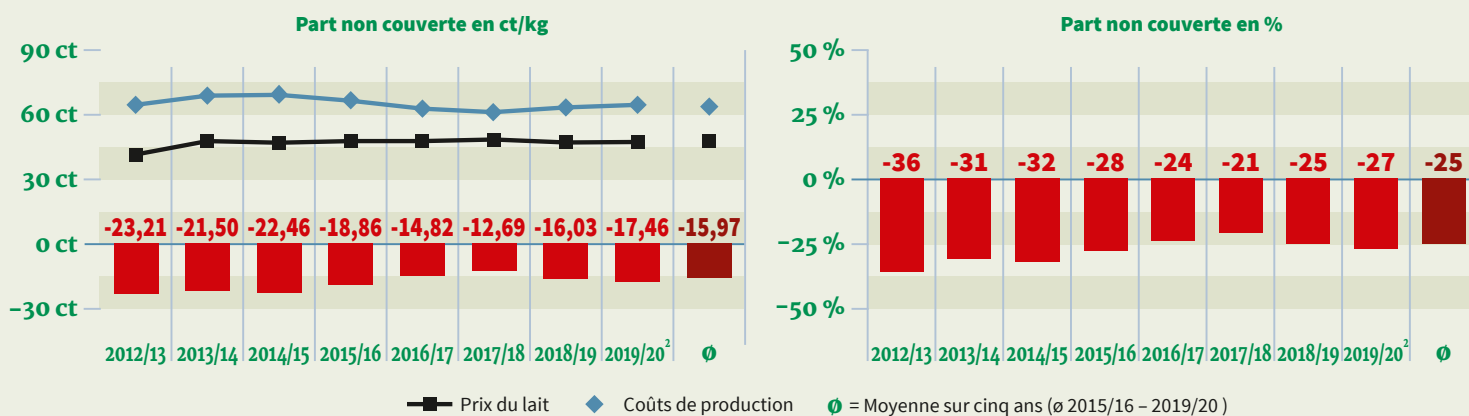
Évolution des coûts de production 2011/12 – 2019/20 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2015/16 ²	Ø 2015/16 – 2019/20
Coûts de production	60,18	64,76	69,13	69,53	66,90	62,87	61,23	63,43	64,63	63,81
Prix du lait*	-	41,55	47,63	47,07	48,04	48,05	48,54	47,40	47,17	47,84
Part non couverte des coûts en ct/kg	-	-23,21	-21,50	-22,46	-18,86	-14,82	-12,69	-16,03	-17,46	-15,97
Part non couverte des coûts en %	-	-36 %	-31 %	-32 %	-28 %	-24 %	-21 %	-25 %	-27 %	-25 %
Indice MMI (année de référence 2015/16)**	-	97	103	104	100	94	92	95	97	-

* Source : Office fédéral allemand pour l'agriculture et l'alimentation (BLE) 2020, 4 % de matières grasses et 3,4 % de protéines.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)





→ Belgique Coûts de production du lait 2019

Le coût de production d'un kilogramme de lait en Belgique a augmenté pour atteindre 46,78 ct en 2019. Cette augmentation est due notamment à une hausse du coût des aliments et des cultures fourragères. En même temps, le prix moyen du lait (33,05 ct/kg) était nettement inférieur au niveau de 2017, ne couvrant donc à peine plus que les seuls coûts à effet de trésorerie (31,37 ct/kg). Ainsi, en 2019, près d'un tiers (29 %) des coûts de production du lait n'étaient pas couverts.

Au cours des cinq dernières années, le prix moyen du lait était de 30,98 ct/kg et ne permettait de couvrir que 70 % des coûts de

production. À lui seul, le prix du lait a permis aux producteurs et productrices de lait belges des recettes moyennes de seulement 2,19 ct/kg. Durant la même période, les coûts à effet de trésorerie s'élevaient à 28,80 ct/kg. Même avec les aides de l'UE, les exploitations laitières ne disposaient que d'un revenu de 4,40 ct/kg, ce qui représente tout juste un quart du paramètre des revenus actuel déterminé dans l'étude (17,46 ct/kg). Pour 2018 et 2019, celui-ci a été calculé sur la base d'un salaire horaire moyen de 26 euros, y compris les charges de l'employeur.

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	12,59
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	2,72
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	3,29
Entretien des bâtiments et du matériel	2,24
Énergie	1,88
Travaux par tiers	2,97
Salaires	0,25
Autres frais généraux	0,75
Fermages	1,92
Amortissements	5,20
Intérêts, taxes et impôts	1,45

- Recettes de la vente de bovins

- 3,89

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 31,37

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

17,46

= Coût total

= 48,83

- Aides

- 2,05

= Coûts de production du lait

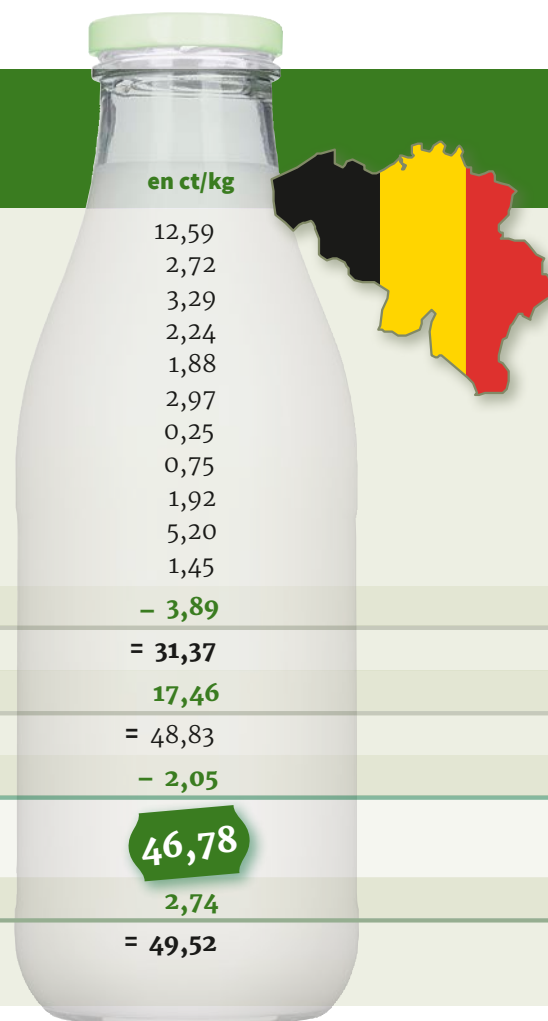
46,78

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

2,74

= Coûts de production investissements nets compris

= 49,52



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	7,60	9,84	7,22	8,39	9,66	8,49	6,53	5,44	6,94	8,86	7,90
Investissements nets (hors amortissements)	2,61	4,51	1,80	2,99	3,71	3,20	1,40	0,93	2,08	4,18	2,74

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	31,37	17,46	48,83	2,05	46,78	2,74	49,52
2018	28,82	17,46	46,28	2,05	44,23		46,97
2017	27,85	17,37	45,22	2,30	42,92		45,66
2016	27,32	16,79	44,11	2,31	41,80		44,54
2015	28,63	18,07	46,70	2,36	44,34		47,08
Ø 2015 – 2019	28,80	17,43	46,23	2,21	44,01	-	-

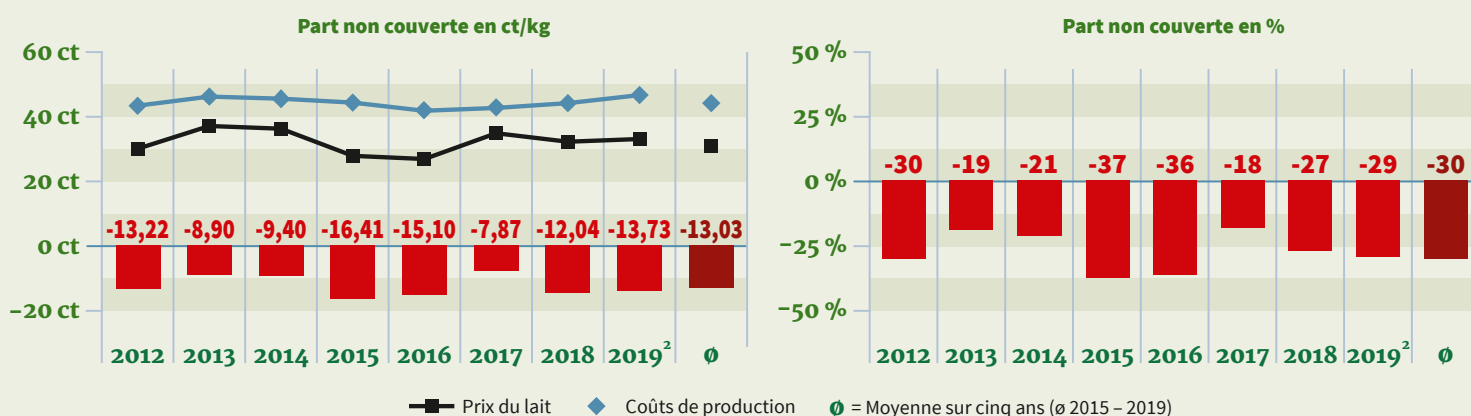
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	43,41	46,12	45,40	44,34	41,80	42,92	44,23	46,78	44,01
Prix du lait*	30,19	37,22	36,00	27,93	26,70	35,05	32,19	33,05	30,98
Part non couverte des coûts en ct/kg	-13,22	-8,90	-9,40	-16,41	-15,10	-7,87	-12,04	-13,73	-13,03
Part non couverte des coûts en %	-30 %	-19 %	-21 %	-37 %	-36 %	-18 %	-27 %	-29 %	-30 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	98	104	102	100	94	97	100	106	-

* Source : Observatoire MMO de l'UE 2020, teneur naturelle en protéines et en matières grasses.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)



→ Danemark Coûts de production du lait 2019

Au Danemark, le coût de production d'un kilogramme de lait a atteint 41,44 ct en 2019. Presque tous les postes de coûts, mais surtout le coût des aliments, de l'énergie et de l'entretien des bâtiments et du matériel, ont affiché une tendance à la hausse. Le prix du lait a quant à lui baissé de 2,79 ct/kg depuis 2017. En 2019, 18 % des coûts de production du lait n'étaient pas couverts.

Sur une moyenne de cinq ans, de 2015 à 2019, les coûts de production s'élevaient à 40,02 ct/kg, pour un prix du lait de seulement 33,37 ct/kg. Les recettes provenant du prix du lait et des aides de l'UE ont couvert les coûts à effet de trésorerie qu'en une

seule année (2017 : + 1,46 ct/kg). Au cours de ces cinq années, une exploitation laitière moyenne au Danemark n'a donc pas été en mesure de générer de revenus grâce à la production laitière (-2,87 ct/kg après déduction des coûts à effet de trésorerie des recettes provenant du prix du lait et des aides) – et ce avant même d'avoir pris en compte le coût de la main-d'œuvre. Celui-ci a été établi par le biais du paramètre des revenus, basé en 2019 sur un salaire horaire moyen de 30 euros (cotisations patronales incluses). Depuis 2010, les investissements des exploitations laitières danoises ont diminué de 86 %.

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	12,66
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	1,73
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	3,49
Entretien des bâtiments et du matériel	4,09
Énergie	1,63
Travaux par tiers	3,42
Salaires	5,06
Autres frais généraux	1,26
Fermages	1,88
Amortissements	4,45
Intérêts, taxes et impôts	4,58

- Recettes de la vente de bovins

- 4,00

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 40,25

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

3,61

= Coût total

= 43,86

- Aides

- 2,42

= Coûts de production du lait

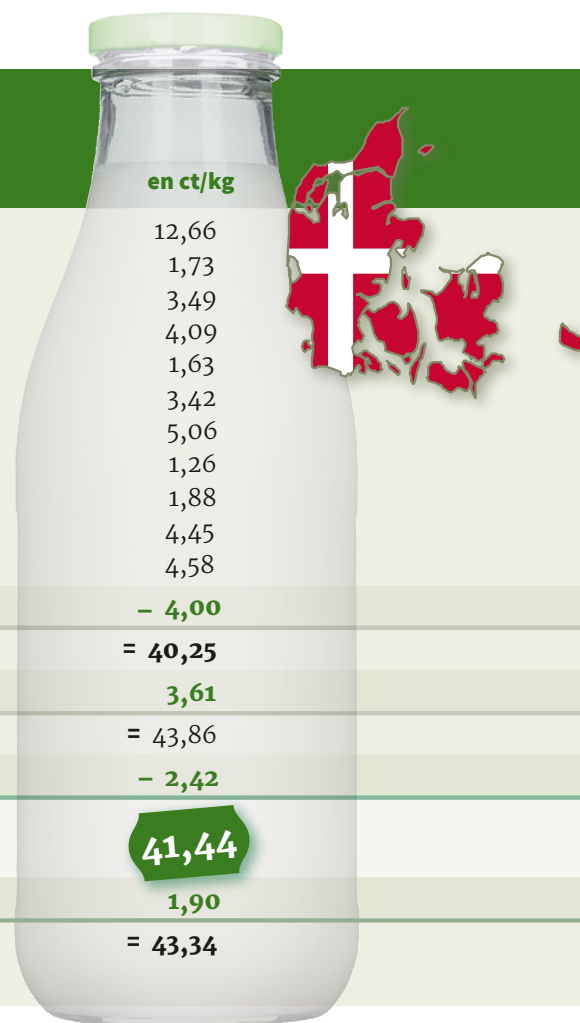
41,44

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

1,90

= Coûts de production investissements nets compris

= 43,34



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	11,99	6,44	6,74	4,60	6,21	5,52	5,34	5,37	5,87	4,98	6,31
Investissements nets (hors amortissements)	7,11	1,69	1,97	0,08	1,62	0,99	1,20	1,33	1,97	0,99	1,90

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	40,25	3,61	43,86	2,42	41,44	1,90	43,34
2018	39,20	3,54	42,74	2,42	40,32		42,22
2017	37,92	3,60	41,52	2,48	39,04		40,94
2016	37,76	4,08	41,84	2,43	39,41		41,31
2015	38,26	4,07	42,33	2,45	39,88		41,78
Ø 2015 – 2019	38,68	3,78	42,46	2,44	40,02		-

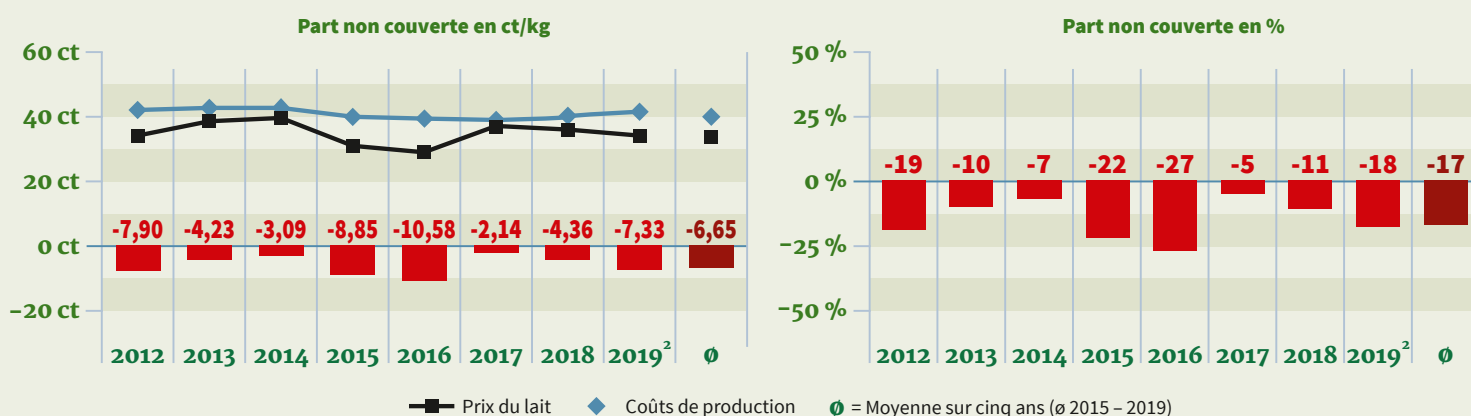
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	41,94	42,85	42,76	39,88	39,41	39,04	40,32	41,44	40,02
Prix du lait*	34,04	38,63	39,67	31,03	28,83	36,90	35,96	34,11	33,37
Part non couverte des coûts en ct/kg	-7,90	-4,23	-3,09	-8,85	-10,58	-2,14	-4,36	-7,33	-6,65
Part non couverte des coûts en %	-19 %	-10 %	-7 %	-22 %	-27 %	-5 %	-11 %	-18 %	-17 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	105	107	107	100	99	98	101	104	-

* Source : Observatoire MMO de l'UE 2020, teneur naturelle en protéines et en matières grasses.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)



→ France Coûts de production du lait 2019

Les coûts de production du lait en France ont augmenté pour atteindre 52,54 ct/kg en 2019. Cette augmentation est principalement due au paramètre des revenus, mais aussi à une hausse significative du coût des aliments par rapport à 2017. Le prix moyen du lait en 2019 n'était que de 33,33 ct/kg. Ainsi, 37 % des coûts de production n'étaient pas couverts.

Au cours des cinq années de 2015 à 2019, les coûts à effet de trésorerie à eux seuls s'élevaient à 36,20 ct/kg. Durant la même période, les recettes provenant du prix du lait ainsi que des aides de l'UE relatives à la production laitière ne représentaient que 37,02 ct/kg. Le revenu moyen des exploitations laitières françaises était

donc de seulement 0,82 ct/kg, ce qui ne représente que 5 % du paramètre des revenus destiné à couvrir le coût de la main-d'œuvre. Depuis 2018, ce dernier est calculé sur la base d'un salaire horaire de 26,66 euros (y compris les charges de l'employeur ; auparavant 21,62 euros).

L'évolution des investissements nets, qui étaient négatifs en moyenne au cours des dix dernières années (-0,12 ct/kg), confirme la situation économique extrêmement difficile des exploitations laitières françaises. Une exploitation moyenne en France survit grâce aux amortissements, tandis que la valeur de son capital physique diminue.

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	10,86
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	3,57
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	1,66
Entretien des bâtiments et du matériel	4,34
Énergie	2,77
Travaux par tiers	5,01
Salaires	1,26
Autres frais généraux	3,91
Fermages	2,45
Amortissements	8,21
Intérêts, taxes et impôts	1,34

- Recettes de la vente de bovins

- 6,51

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 38,87

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

17,56

= Coût total

= 56,43

- Aides

- 3,89

= Coûts de production du lait

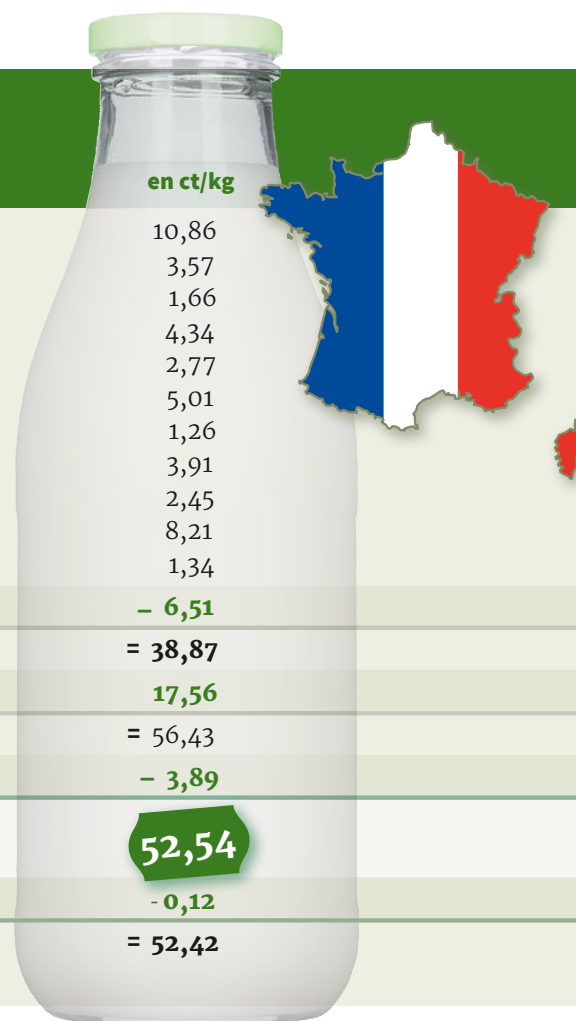
52,54

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

- 0,12

= Coûts de production investissements nets compris

= 52,42



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	7,06	6,21	6,46	7,36	6,80	7,68	6,47	6,82	6,68	8,06	6,96
Investissements nets (hors amortissements)	-0,41	-0,83	-0,42	0,47	-0,85	0,56	-0,38	-0,22	-0,23	1,09	-0,12

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	38,87	17,56	56,43	3,89	52,54	-0,12	52,42
2018	37,25	16,95	54,20	3,89	50,31		50,19
2017	34,85	13,25	48,10	3,89	44,21		44,09
2016	34,39	14,21	48,60	4,11	44,49		44,37
2015	35,64	14,21	49,85	4,11	45,74		45,62
Ø 2015 – 2019	36,20	15,24	51,44	3,98	47,46	-	-

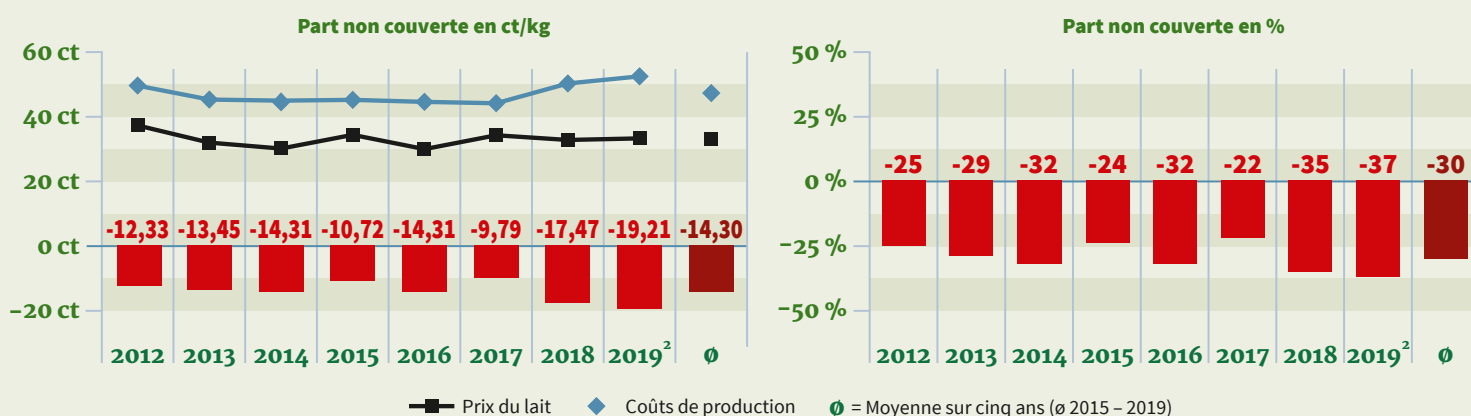
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	49,67	45,74	44,49	45,14	44,49	44,21	50,31	52,54	47,34
Prix du lait*	37,34	32,29	30,18	34,42	30,18	34,42	32,84	33,33	33,04
Part non couverte des coûts en ct/kg	-12,33	-13,45	-14,31	-10,72	-14,31	-9,79	-17,47	-19,21	-14,30
Part non couverte des coûts en %	-25 %	-29 %	-32 %	-24 %	-32 %	-22 %	-35 %	-37 %	-30 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	110	101	99	100	99	98	111	116	-

* Source : Observatoire MMO de l'UE 2020, teneur naturelle en protéines et en matières grasses.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)





→ Irlande Coûts de production du lait 2019

Le coût de production d'un kilogramme de lait en Irlande a atteint 34,21 ct en 2019. Cette hausse est principalement due à une augmentation du coût des aliments en raison de l'extrême sécheresse. Le prix du lait n'était quant à lui que de 31,26 ct/kg. Cela signifie qu'en 2019, 9 % des coûts de production des exploitations laitières irlandaises n'étaient pas couverts.

Sur les cinq dernières années jusqu'à 2019, les coûts à effet de trésorerie s'élevaient à 21,54 ct/kg. Les recettes moyennes provenant du prix du lait et des aides de l'UE relatives à la production

laitière étaient de 33,38 ct/kg sur la même période. En moyenne, ces recettes ont permis aux exploitations irlandaises de couvrir le coût de la main-d'œuvre (12,07 ct/kg), pris en compte dans l'étude par le biais du paramètre des revenus. La base de calcul de ce dernier est un salaire horaire de 22,66 euros en 2019, y compris les charges de l'employeur.

Une exploitation laitière moyenne en Irlande compte 83 vaches avec un rendement laitier de 5 884 kg et exploite une surface agricole de 64 ha (99 % de cultures fourragères / pâturages).

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	8,95
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	3,88
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	5,45
Entretien des bâtiments et du matériel	2,24
Énergie	1,56
Travaux par tiers	2,16
Salaires	1,54
Autres frais généraux	0,98
Fermages	1,41
Amortissements	3,14
Intérêts, taxes et impôts	0,81

- Recettes de la vente de bovins

- 7,31

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 24,81

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

12,07

= Coût total

= 36,88

- Aides

- 2,67

= Coûts de production du lait

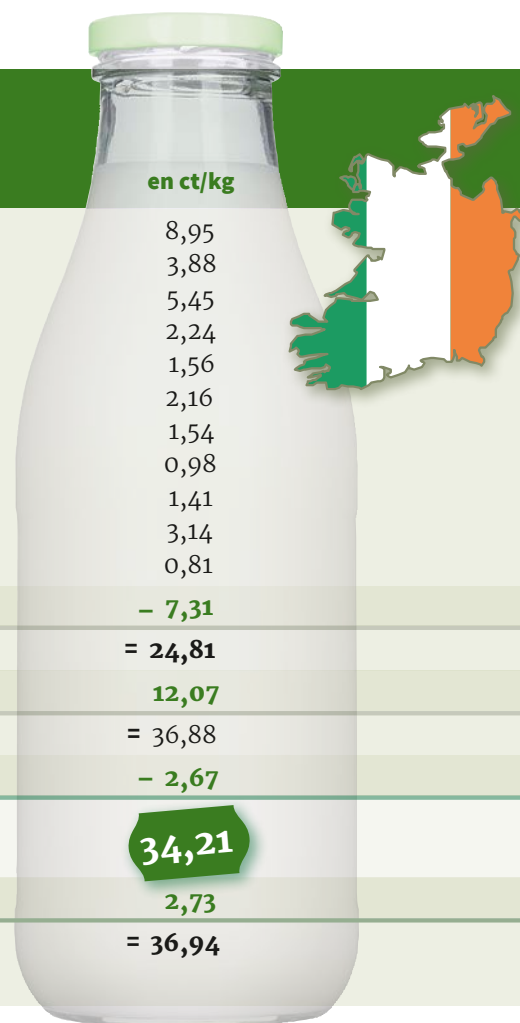
34,21

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

2,73

= Coûts de production investissements nets compris

= 36,94



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	4,30	3,40	4,21	5,76	5,79	8,74	5,74	5,01	6,58	6,96	5,65
Investissements nets (hors amortissements)	1,18	-0,32	1,40	2,19	2,08	6,02	3,40	2,77	4,17	4,44	2,73

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

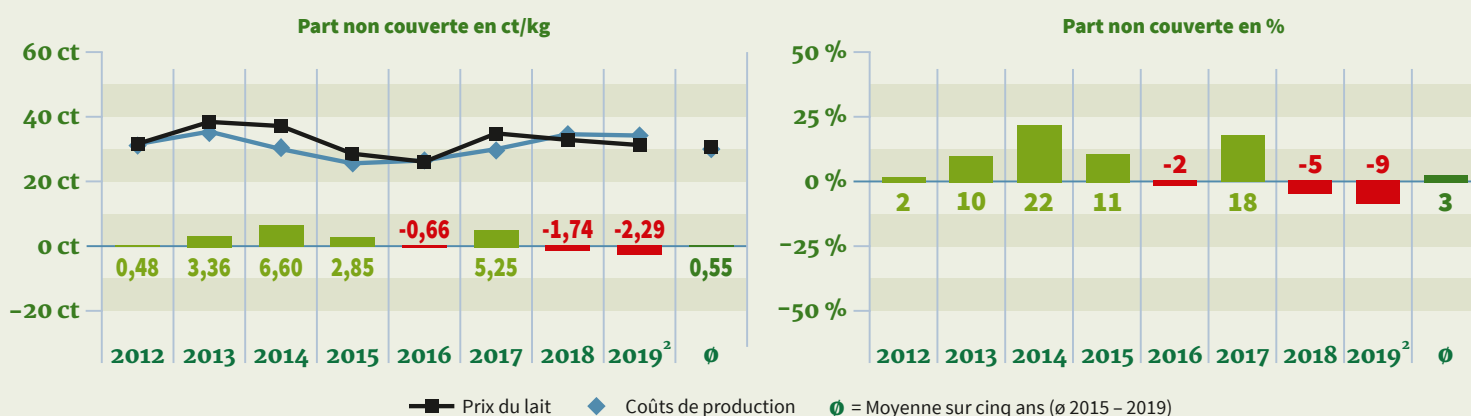
Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	24,81	12,07	36,88	2,67	34,21	2,73	36,94
2018	25,54	11,74	37,28	2,67	34,61		37,34
2017	20,63	11,52	32,15	2,62	29,53		32,26
2016	18,60	10,81	29,41	2,66	26,75		29,48
2015	18,11	10,34	28,45	2,70	25,75		28,48
Ø 2015 – 2019	21,54	11,30	32,83	2,66	30,17	-	-

Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	31,04	35,07	30,54	25,75	26,75	29,53	34,61	34,21	30,17
Prix du lait*	31,52	38,43	37,14	28,60	26,09	34,78	32,87	31,26	30,72
Part non couverte des coûts en ct/kg	0,48	3,36	6,60	2,85	-0,66	5,25	-1,74	-2,95	0,55
Part non couverte des coûts en %	2 %	10 %	22 %	11 %	-2 %	18 %	-5 %	-9 %	3 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	121	136	119	100	104	115	134	133	-

* Source : Office central des statistiques d'Irlande. Prix à la production (TVA incluse) pour 3,7 % de matières grasses et 3,3 % de protéines, convertis par le BAL à 4 % de matières grasses et 3,4 % de protéines, hors TVA.
 ** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)





Étude lancée par
le ministère lituanien
de l'Agriculture

→ Lituanie Coûts de production du lait 2019

En Lituanie, en 2019, les coûts de production du lait s'élevaient à 58,63 ct/kg, pour un prix du lait n'atteignant que 28,79 ct/kg. De ce fait, 51 % des coûts de production n'étaient pas couverts.

Au cours des cinq dernières années jusqu'en 2019, le coût moyen de la production laitière en Lituanie était de 45,41 ct/kg. Le coût des moyens de production et les charges générales d'exploitation (coûts à effet de trésorerie) représentaient à eux seuls 32 ct/kg en moyenne, pour un prix moyen du lait de seulement 28,07 ct/kg sur la même période.

Sans les aides de l'UE relatives à la production laitière, les exploitations lituaniennes n'auraient même pas pu couvrir les coûts à effet de trésorerie. Seules les aides leur ont permis de dégager

un revenu de 10,30 ct/kg. Cependant, celui-ci ne représente que 37 % du paramètre des revenus destiné à couvrir le coût de la main-d'œuvre.

Pour l'année 2019, le paramètre des revenus a été calculé sur la base d'un salaire horaire de 8,76 euros, y compris les charges de l'employeur (contre 6,33 euros en 2018). Ce taux horaire est dérivé du double du salaire minimum en vigueur en Lituanie. Le paramètre des revenus de 2019 a augmenté de 10,72 ct/kg par rapport à 2018.

L'étude sur les coûts de production du lait en Lituanie a été lancée par le ministère lituanien de l'Agriculture.

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	5,31
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	3,41
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	2,81
Entretien des bâtiments et du matériel	4,39
Énergie	3,98
Travaux par tiers	0,57
Salaires	3,15
Autres frais généraux	2,35
Fermages	1,33
Amortissements	14,51
Intérêts, taxes et impôts	0,71

- Recettes de la vente de bovins

- 6,56

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 35,96

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

38,64

= Coût total

= 74,60

- Aides

- 15,97

= Coûts de production du lait

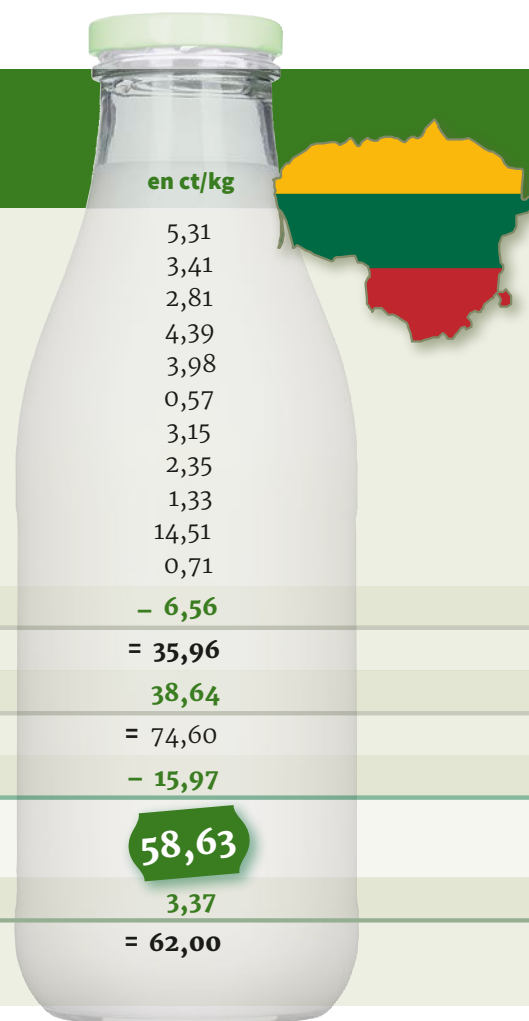
58,63

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

3,37

= Coûts de production investissements nets compris

= 62,00



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	9,06	11,42	11,71	9,86	13,73	9,92	9,74	16,57	12,18	16,59	12,08
Investissements nets (hors amortissements)	3,53	4,78	4,40	2,07	5,29	0,21	1,42	5,34	1,99	4,65	3,37

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	35,96	38,64	74,60	15,97	58,63	3,37	62,00
2018	35,07	27,92	62,99	15,97	47,02		50,39
2017	31,14	26,48	57,62	12,86	44,76		48,13
2016	31,36	24,53	55,89	15,34	40,55		43,92
2015	26,46	20,64	47,10	11,00	36,10		39,47
Ø 2015 – 2019	32,00	27,64	59,64	14,23	45,41		-

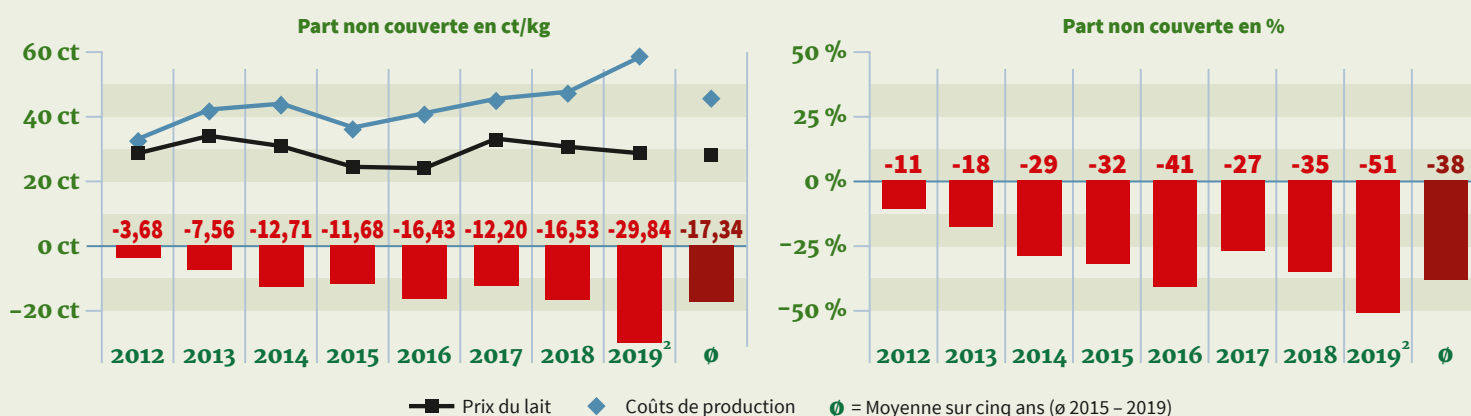
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	32,54	41,66	43,46	36,09	40,55	44,75	47,02	58,63	45,41
Prix du lait*	28,86	34,10	30,75	24,41	24,12	32,55	30,49	28,79	28,07
Part non couverte des coûts en ct/kg	-3,68	-7,56	-12,71	-11,68	-16,43	-12,20	-16,53	-29,84	-17,34
Part non couverte des coûts en %	-11 %	-18 %	-29 %	-32 %	-41 %	-27 %	-35 %	-51 %	-38 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	90	115	120	100	112	124	130	162	-

* Source : Pour 2012 – 2018 : RICA (prix du lait) ; pour 2019 : Observatoire MMO de l'UE, Statistiques Lituanie – Portail officiel des statistiques, <https://osp.stat.gov.lt>.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)





→ Luxembourg Coûts de production du lait 2019

En 2019, les coûts de production du lait au Luxembourg se montaient à 42,33 ct/kg. Malgré la poursuite de l'intensification de la production laitière et une augmentation du volume de production (accroissement de 25 % du troupeau et de 10 % du rendement laitier), les coûts de production n'ont plus diminué depuis sept ans. La part non couverte des coûts a même augmenté pour atteindre 22 % en 2019, suite à une baisse du prix du lait depuis 2017.

Au cours de la période de 2015 à 2019, les coûts moyens à effet de trésorerie (moyens de production et charges générales d'exploitation) s'élevaient à eux seuls à 38,16 ct/kg, pour un prix

moyen du lait de seulement 31,46 ct/kg. Le prix du lait et les aides de l'UE relatives à la production laitière à hauteur de 7,48 ct/kg n'ont permis aux exploitations laitières luxembourgeoises de couvrir pour ainsi dire que les coûts à effet de trésorerie. Il ne leur restait qu'un revenu moyen de 0,77 ct/kg provenant de la production de lait. Cela représente moins de 7 % du paramètre des revenus. Celui-ci est destiné à couvrir le coût de la main-d'œuvre familiale et a été calculé sur la base d'un salaire horaire de 28,30 euros (y compris les charges de l'employeur).

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	10,39
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	3,12
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	3,93
Entretien des bâtiments et du matériel	4,54
Énergie	2,16
Travaux par tiers	2,31
Salaires	0,93
Autres frais généraux	1,76
Fermages	1,99
Amortissements	11,26
Intérêts, taxes et impôts	1,27

- Recettes de la vente de bovins

- 5,95

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 37,71

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

11,97

= Coût total

= 49,68

- Aides

- 7,35

= Coûts de production du lait

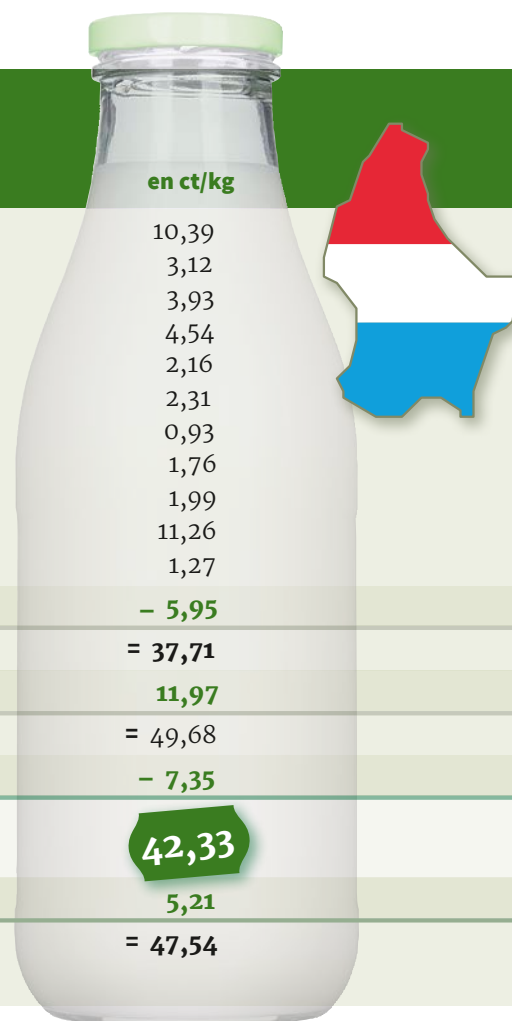
42,33

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

5,21

= Coûts de production investissements nets compris

= 47,54



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	11,48	11,93	17,22	21,97	21,86	27,29	12,26	10,04	11,54	11,05	15,66
Investissements nets (hors amortissements)	1,07	0,73	6,63	11,46	10,71	16,08	2,27	0,33	1,34	1,49	5,21

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	37,71	11,97	49,68	7,35	42,33	5,21	47,54
2018	38,28	11,45	49,73	7,35	42,38		47,59
2017	39,37	11,05	50,42	7,74	42,68		47,89
2016	37,28	12,46	49,74	7,31	42,43		47,64
2015	38,16	12,42	50,58	7,64	42,94		48,15
Ø 2015 – 2019	38,16	11,87	50,03	7,48	42,55		-

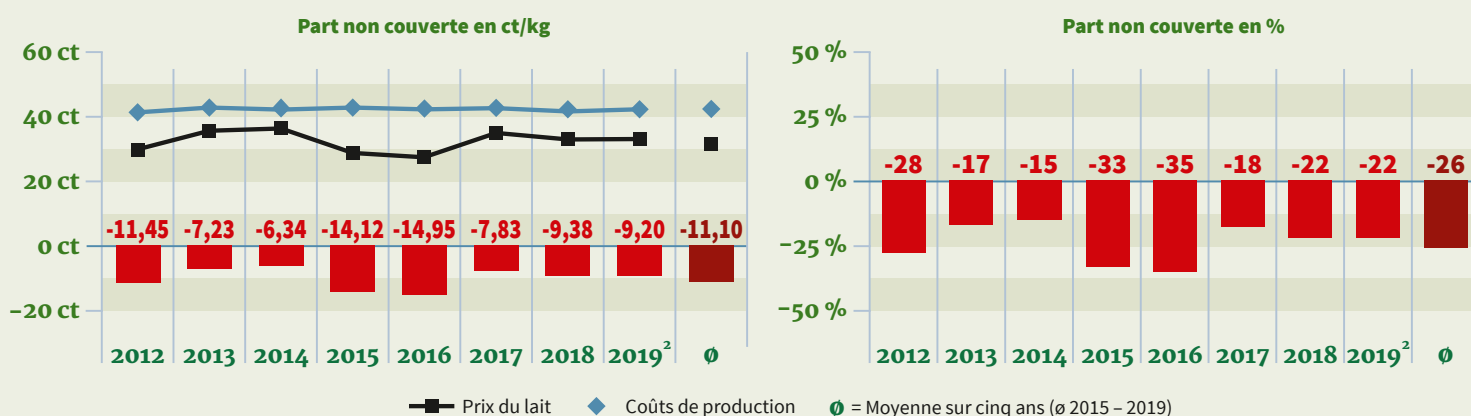
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	41,39	42,92	42,73	42,94	42,43	42,68	42,38	42,33	42,55
Prix du lait*	29,94	35,69	36,39	28,82	27,48	34,85	33,00	33,13	31,46
Part non couverte des coûts en ct/kg	-11,45	-7,23	-6,34	-14,12	-14,95	-7,83	-9,38	-9,20	-11,10
Part non couverte des coûts en %	-28 %	-17 %	-15 %	-33 %	-35 %	-18 %	-22 %	-22 %	-26 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	96	100	100	100	99	99	99	99	-

* Source : SER Luxembourg, converti par le BAL à 4 % de matières grasses et 3,4 % de protéines.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)



→ Pays-Bas Coûts de production du lait 2019

Le coût de production d'un kilogramme de lait aux Pays-Bas en 2019 était de 44,54 ct/kg. Avec un prix moyen du lait n'atteignant que 32,75 ct/kg, 26 % des coûts n'étaient donc pas couverts.

Au cours des cinq dernières années jusqu'en 2019, le prix moyen du lait était de 32,15 ct/kg. En ajoutant les aides de l'UE relatives à la production laitière (1,80 ct/kg), les exploitations laitières aux Pays-Bas disposaient de recettes moyennes de 33,95 ct/kg. Il leur manquait donc 1,93 ct/kg pour pouvoir couvrir les seuls coûts à effet de trésorerie (moyens de production et charges générales d'exploitation), qui se montaient à 35,88 ct/kg en moyenne au cours de ces cinq années.

La situation économique des exploitations laitières aux Pays-Bas est très difficile et elles survivent généralement grâce aux amortissements. En conséquence, leurs investissements ont fortement diminué depuis 2015.

Le paramètre des revenus, destiné à couvrir le coût de la main-d'œuvre des exploitations familiales, s'élevait en moyenne à 9,21 ct/kg sur les cinq dernières années. Il a été déterminé sur la base d'un salaire horaire moyen de 24 euros (y compris les charges de l'employeur).

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	11,58
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	1,36
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	4,18
Entretien des bâtiments et du matériel	1,61
Énergie	2,76
Travaux par tiers	2,60
Salaires	1,16
Autres frais généraux	2,46
Fermages	2,03
Amortissements	5,46
Intérêts, taxes et impôts	3,49

- Recettes de la vente de bovins

- 1,81

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 36,88

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

9,24

= Coût total

= 46,12

- Aides

- 1,58

= Coûts de production du lait

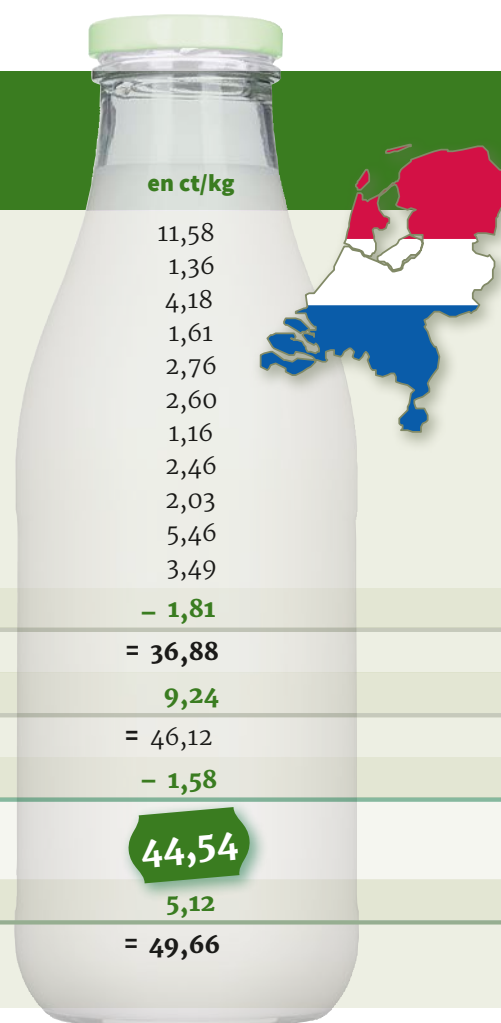
44,54

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

5,12

= Coûts de production investissements nets compris

= 49,66



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	12,47	9,56	10,85	12,84	10,99	13,77	12,26	6,43	6,39	8,71	10,43
Investissements nets (hors amortissements)	7,29	4,15	5,22	7,21	5,28	8,38	7,15	1,53	1,39	3,55	5,12

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	36,88	9,24	46,12	1,58	44,54	5,12	49,66
2018	36,50	9,24	45,74	1,58	44,16		49,28
2017	35,76	9,14	44,90	1,70	43,20		48,32
2016	34,93	9,12	44,05	1,98	42,07		47,19
2015	35,32	9,31	44,63	2,17	42,46		47,58
Ø 2015 – 2019	35,88	9,21	45,09	1,80	43,29	-	-

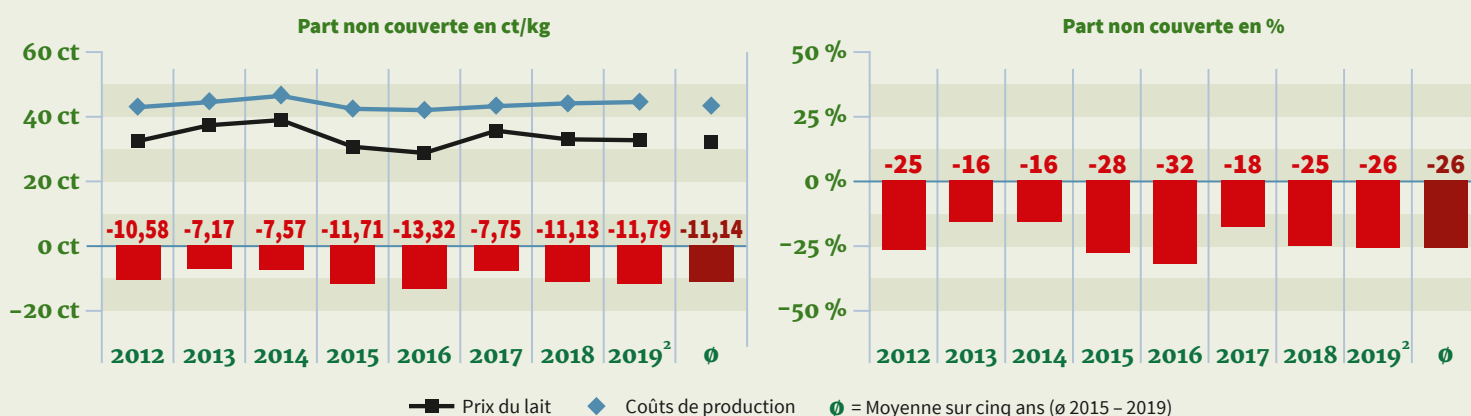
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	42,96	44,57	46,47	42,46	42,07	43,20	44,16	44,54	43,29
Prix du lait*	32,38	37,40	38,90	30,75	28,75	35,45	33,03	32,75	32,15
Part non couverte des coûts en ct/kg	-10,58	-7,17	-7,57	-11,71	-13,32	-7,75	-11,13	-11,79	-11,14
Part non couverte des coûts en %	-25 %	-16 %	-16 %	-28 %	-32 %	-18 %	-25 %	-26 %	-26 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	101	105	109	100	99	102	104	105	-

* Source : LEI 2020, prix à la production pour 3,7 % de matières grasses.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)



→ Moyenne UE Coûts de production du lait 2019

Pour la moyenne de l'UE, les coûts de production sont passés de 41,18 à 45,35 ct/kg entre 2015 et 2019. Avec un prix moyen du lait de 34,52 ct/kg en 2019, 24 % des coûts de production n'étaient donc pas couverts. Au cours des cinq dernières années de 2015 à 2019, le coût moyen de production du lait était de 42,53 ct/kg, tandis que les recettes issues du prix du lait et des aides n'étaient que de 36,01 ct/kg. Sur cette même période, rien que les coûts à effet de trésorerie (moyens de production et charges générales d'exploitation) se montaient à 33,98 ct/kg. Le revenu de 2,03 ct/kg à disposition des exploitations ne couvrait dès lors que 17 % du paramètre des revenus (12,05 ct/kg). Les revenus provenant du prix du lait et des

aides n'étaient donc pas suffisants pour assurer un revenu adéquat aux exploitations laitières dans l'UE.

Le calcul est basé sur les données moyennes du RICA pour 26 États membres de l'UE (avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre). Pour les pays qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une étude sur les coûts de production, le double salaire minimum légal du pays respectif a été utilisé pour déterminer le paramètre des revenus. Ce dernier s'élève à 12,39 ct/kg en 2019 et se base sur un taux horaire moyen de 19,85 euros, y compris les charges de l'employeur (moyenne pondérée en fonction du volume de production des pays).

Aperçu des coûts de la production laitière en 2019²

Postes de coûts

Achats d'aliments	12,71
Cultures fourragères (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres)	2,60
Coûts de la production animale (coûts vétérinaires, insémination, etc.)	3,44
Entretien des bâtiments et du matériel	3,41
Énergie	2,83
Travaux par tiers	2,65
Salaires	2,55
Autres frais généraux	2,21
Fermages	1,86
Amortissements	6,01
Intérêts, taxes et impôts	1,50

- Recettes de la vente de bovins

- 5,35

= Coûts à effet de trésorerie (pour le lait collecté uniquement)

= 36,42

+ Paramètre des revenus (rémunération de la main-d'œuvre non salariée)

12,39

= Coût total

= 48,81

- Aides

- 3,46

= Coûts de production du lait

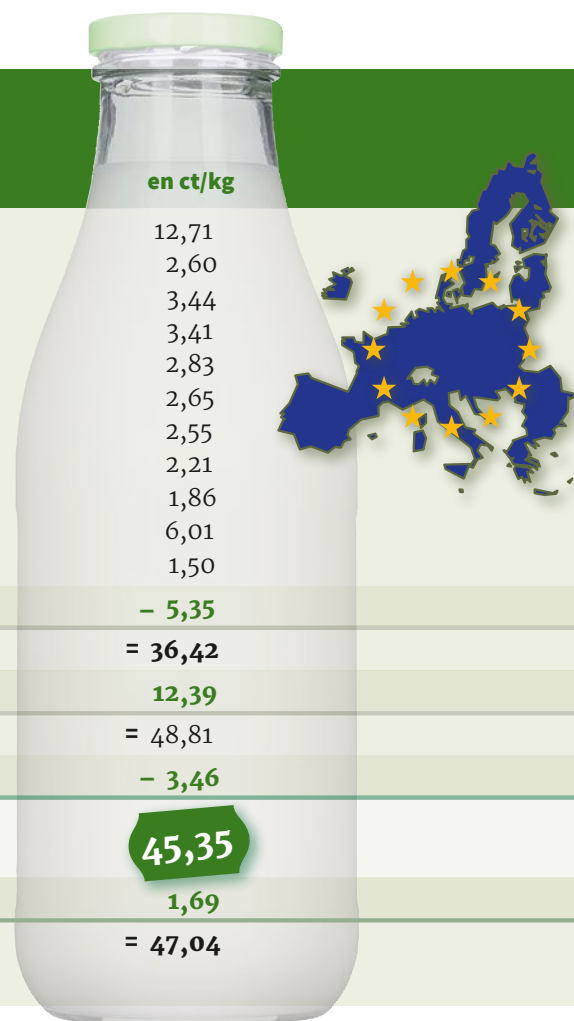
45,35

+ Investissements nets (moyenne sur dix ans)

1,69

= Coûts de production investissements nets compris

= 47,04



Évolution des investissements 2009 – 2018 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Ø 10 ans
Investissements bruts	7,29	6,82	7,41	8,26	8,04	7,72	6,29	5,50	6,52	7,15	7,10
Investissements nets (hors amortissements)	1,96	1,31	1,96	2,66	2,06	2,22	1,10	0,37	1,34	1,88	1,69

Composition des coûts 2015 – 2019 (en ct/kg, données RICA 2018)

Année	Coûts à effet de trésorerie	+ Paramètre des revenus	= Total des coûts	- Aides	= Coûts de production	+ Investissements nets (Ø 2009 – 2018)	= Coûts + investissements nets
2019 ²	36,42	12,39	48,81	3,46	45,35	1,69	47,04
2018	35,27	11,97	47,24	3,46	43,78		45,47
2017	32,72	12,38	45,10	3,55	41,55		43,24
2016	32,41	11,98	44,39	3,60	40,79		42,48
2015	33,10	11,55	44,65	3,47	41,18		42,87
Ø 2015 – 2019	33,98	12,05	46,04	3,51	42,53	-	-

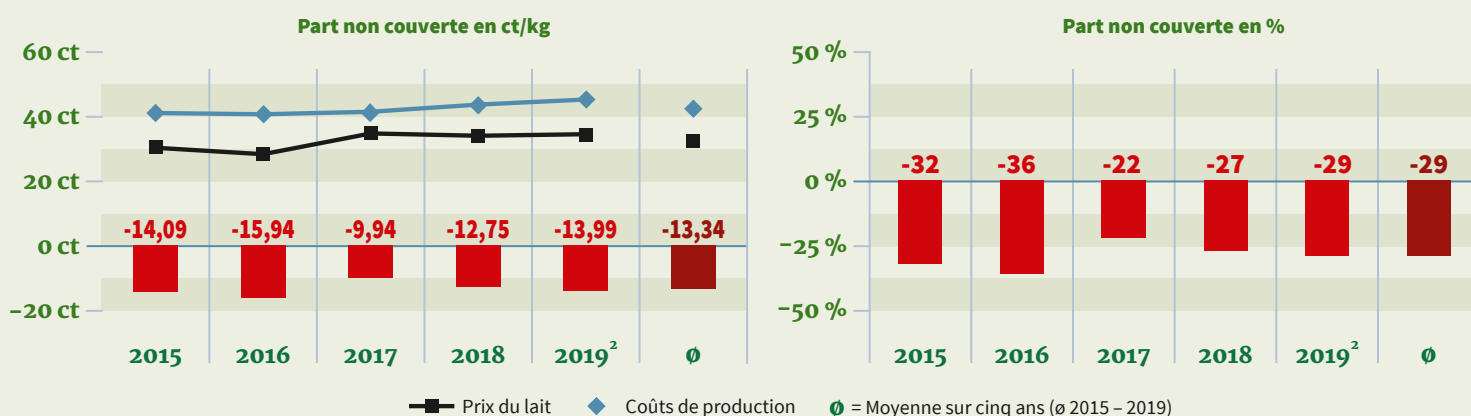
Évolution des coûts de production 2012 – 2019 (en ct/kg, hors investissements nets)

Année	2015	2016	2017	2018	2019 ²	Ø 2015 – 2019
Coûts de production	41,18	40,79	41,55	43,78	45,35	42,53
Prix du lait*	30,60	28,43	34,86	34,11	34,52	32,50
Part non couverte des coûts en ct/kg	-10,58	-12,36	-6,69	-9,67	-10,83	-10,03
Part non couverte des coûts en %	-26 %	-30 %	-16 %	-22 %	-24 %	-24 %
Indice MMI (année de référence 2015)**	100	99	101	106	110	-

* Source : Observatoire MMO de l'UE 2020, teneur naturelle en protéines et en matières grasses.

** L'indice laitier MMI (Milk Marker Index) reflète l'évolution des coûts de production du lait.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)



Analyses des coûts de production – méthodologie et données

Les analyses des coûts de production du lait se basent sur des données officielles et reconnues. Il s'agit de **données comptables des exploitations laitières spécialisées**, publiées par le **Réseau d'information comptable agricole de l'UE (RICA)**. Ces données sont collectées et vérifiées par les agences nationales de liaison (habituellement des instituts de recherche du ministère de l'Agriculture du pays en question), puis transmises à la Commission européenne.

Le RICA et l'échantillon d'exploitations agricoles sur lequel il est fondé constituent la seule source de **données représentatives** à fournir des données économiques et structurelles sur les exploitations agricoles professionnelles. Les calculs réalisés à la demande de l'EMB sont ainsi basés sur les mêmes sources que celles qu'utilise l'UE pour ses analyses agro-économiques.

L'échantillon des exploitations du RICA est choisi de manière à donner une vue représentative et réaliste des structures économiques des exploitations laitières. En plus des caractéristiques structurelles des exploitations (main-d'œuvre, surface agricole, taille du troupeau, unités de bétail, etc.), le RICA inclut les chiffres tirés du compte de résultat des exploitations. Toutes les variables clés des coûts spécifiques et non spécifiques sont donc disponibles et sont prises en compte dans le calcul des coûts (cf. *Vue d'ensemble 1*, p. 38/39).

Les analyses des coûts sont uniquement représentatives des exploitations laitières professionnelles spécialisées. Cela signifie que l'évaluation exclut volontairement les exploitations mixtes de petite taille centrées sur la production de lait ainsi que les exploitations à temps partiel.

L'importance de données actuelles

Pour les organisations de producteurs laitiers de l'EMB, il est essentiel de disposer de **données et d'analyses récentes** sur l'évolution du coût de la production laitière. Ce genre de données est indispensable pour que les associations puissent **réagir à temps aux évolutions au niveau agro-politique**. Ces informations prennent une importance croissante pour les exploitations, car elles leur permettent de se baser sur la **réalité économique** lors de décisions stratégiques. Pour les producteurs et productrices de lait appartenant à une organisation de producteurs, elles peuvent aider à demander des prix basés sur la situation réelle des exploitations lors des négociations avec les acheteurs de lait.

*La connaissance des coûts de production est indispensable d'un point de vue de la gestion d'une exploitation. Cependant, il doit en outre être possible de fonder les négociations du prix sur l'évolution des coûts de production. C'est toutefois là que réside un des problèmes principaux: les laiteries et les agriculteurs ne conviennent généralement pas du prix du lait en avance. **Pour les éleveurs laitiers, il est pratiquement impossible de négocier avec une laiterie un prix qui soit véritablement basé sur les coûts de production.** Les transformateurs leur payent ce qui leur reste à la fin du compte. Si l'offre dépasse la demande et que les laiteries voient leurs revenus baisser, ce sont surtout les éleveurs laitiers qui finissent par en faire les frais. Il est toutefois difficile pour les producteurs de lait de contrôler l'offre, car il n'existe pas de mécanismes communs de gestion du marché.*

L'UE publie elle aussi régulièrement des données sur les coûts de production des exploitations laitières. Ces analyses constituent un **outil important** pour les institutions dans leur prise de décisions et l'**élaboration de stratégies politiques**. Dans son EU Dairy Farms Report, la Commission européenne fournit régulièrement des informations sur la situation économique des exploitations laitières. Toutefois, jusqu'à présent, ce rapport présentait un **inconvenient majeur en termes d'actualité des données**. En effet, jusqu'au début de 2021, le dernier rapport datait de 2018 et fournissait des résultats se rapportant à l'année 2016 ainsi qu'une analyse de tendance très limitée des coûts jusqu'en 2017. Sur la base des données RICA 2017 et 2018, seules des informations sur l'évolution des coûts à effet de trésorerie et sur les marges bénéficiaires des exploitations laitières étaient publiées jusqu'à ce jour (EU Agricultural and Farm Economics Briefs, numéro 17 et 18). Depuis peu, la Commission européenne dispose néanmoins d'un **tableau de bord** en ligne sur les coûts, **les marges et le revenu des exploitations laitières spécialisées** dans l'UE de 2008 à 2018 où elle présente également des tendances pour l'année 2019³. Les données du tableau de bord sont basées sur le RICA et les calculs sont fondés sur la méthode de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Extrapolation des coûts de production à l'année 2019

La seule analyse des données comptables de l'Union européenne ne suffit pas pour fournir une vue d'ensemble actuelle des coûts de production. En effet, jusqu'en 2016, les données disponibles dataient toujours de trois ans. Même si l'UE fournit dorénavant des données préliminaires pour une période plus récente (en 2020 pour l'année comptable 2018), celles-ci ne fournissent toujours pas une image actuelle des coûts. Afin de fournir un **calcul des coûts plus récent et régulièrement mis à jour**, le BAL a élaboré une **méthode d'extrapolation**. En plus des données du RICA, celle-ci repose sur les indices de prix des principaux intrants agricoles de la production laitière, publiés régulièrement par Eurostat. Ceux-ci incluent les semences, les engrais, les produits phytosanitaires, les achats de fourrage, l'entretien des machines et équipements, l'énergie ainsi que les recettes de la vente de bovins. Dans cette mé-

thode d'extrapolation, une simulation mathématique est réalisée, portant sur la façon dont les exploitations laitières ont adapté leurs dépenses en fonction d'évolutions similaires des prix dans le passé.

Coût de la main-d'œuvre et reconnaissance d'un revenu adéquat

De nos jours, la profession d'éleveur laitier est une activité très exigeante. Ce métier nécessite non seulement des **connaissances spécialisées** dans les domaines de l'élevage des animaux, de la culture des champs et fourragère, de l'entretien de machines et équipements techniquement très sensibles, mais aussi de la **gestion entrepreneuriale** d'une exploitation laitière. Il implique également la responsabilité de produire un lait de qualité pour les consommateurs et autres acheteurs. De plus, l'élevage et l'alimentation des animaux représente une **charge de travail importante**. Dans les **études techniques sur les coûts de production**, le

Tableau 8 : Références pour une rémunération adéquate de la main-d'œuvre des exploitations laitières familiales

Pays	Système de référence*
Allemagne	Conventions collectives du secteur agricole des différents Länder : groupe salarial pour les fonctions dirigeantes (gérant d'exploitation) et salaire de référence pour les travailleurs (main-d'œuvre familiale).
Belgique	Catégories salariales choisies en fonction du niveau de qualification du gérant / de la gérante de l'exploitation et de la main-d'œuvre familiale, fondées sur le salaire de base de la Commission paritaire auxiliaire pour employés (CP 200), classes B et D.
Danemark	Accords collectifs nationaux du secteur agricole : groupe salarial pour les fonctions dirigeantes (gérant d'exploitation) et salaire de référence pour les travailleurs (main-d'œuvre familiale).
France	Deux fois le salaire minimum légal (SMIC – salaire minimum interprofessionnel de croissance). Dans le cas de la France, le calcul du temps de travail se base sur les résultats d'une étude représentative sur le temps de travail dans les exploitations laitières, réalisée par l'Institut de l'élevage (IDELE).
Irlande	Deux fois le salaire minimum légal (selon le <i>National Minimum Wage Act</i>).
Lituanie	Deux fois le salaire minimum légal (<i>minimaliojo darbo</i>).
Luxembourg	Basé sur le salaire social minimum en vigueur au Luxembourg. Le taux horaire pour la catégorie salariale supérieure (catégorie salariale 6 pour les personnes ayant suivi une formation agricole supérieure – <i>Landwirtschaftsmeister</i> , « maître en agriculture ») est déterminé sur la base de la convention collective de l'agriculture du Land allemand du Bade-Wurtemberg.
Pays-Bas	Système d'évaluation des emplois basé sur des informations de marché concernant la rémunération des salariés du secteur agricole (association patronale).
Moyenne UE	Deux fois le salaire minimum légal en vigueur dans les États membres ou conventions collectives nationales du secteur agricole.

* Des informations détaillées sur la méthode de calcul sont disponibles dans les rapports nationaux à l'adresse : <https://www.europeanmilkboard.org/fr/couts-de-production-du-lait.html>

coût de la main-d'œuvre des exploitations laitières est calculé de manière très différente. Il existe plusieurs conceptions de la façon de mesurer la valeur du travail. Toutefois, les méthodes retenues ne représentent souvent pas une référence appropriée du point de vue des producteurs de lait. D'une manière générale, la valeur du travail est souvent calculée sur la base d'une norme générique pour une heure de travail, qui ne **prend cependant pas du tout en compte les qualifications ou le type d'activité exercée**. À titre d'exemple, la Commission européenne met sur le même plan une heure de travail d'un éleveur laitier indépendant et de la main-d'œuvre externe et calcule sa valeur en se basant sur les dépenses de l'exploitation pour les salaires et les frais de personnel. Aucune distinction n'est toutefois faite entre le type d'emploi et le niveau de qualification ou le domaine de compétence (ex. : travailleurs saisonniers, aide temporaire pour des tâches simples, etc.). En conséquence, l'expérience a montré que les coûts de main-d'œuvre imputés n'atteignaient généralement **même pas le niveau du salaire minimum**.

La majorité des exploitations laitières sont des entreprises familiales et le travail nécessaire est effectué par des membres de la famille.

Il est donc important de déterminer une référence appropriée pour décider de la valeur du travail qu'ils accomplissent. Dans les analyses des coûts effectuées à la demande de l'EMB, le coût de la main-d'œuvre familiale est déterminé à l'aide d'un **paramètre des revenus propre à l'étude**. Les références utilisées pour déterminer la valeur d'une heure de travail du gérant de l'exploitation et des membres de la famille sont les **conventions collectives** du secteur agricole ou le **salaire minimum légal (doublé)** applicables dans le pays en question (cf. *Tableau 8, p. 35*). Les charges de l'employeur sont également incluses dans le paramètre des revenus, car les éleveurs laitiers devraient s'acquitter de ces charges sociales s'ils étaient amenés à engager quelqu'un à leur place. Les conventions collectives se prêtent parfaitement à une **valorisation différenciée** du coût de la main-d'œuvre dans les exploitations **selon la qualification et le domaine de responsabilité**. Il s'agit non seulement de références reconnues, mais elles correspondent également à des normes pour la valorisation du travail adoptées collectivement par les agriculteurs indépendants, dans leur rôle d'employeurs engageant des employés.

Tableau 9 : Temps de travail fixé par la Commission européenne pour les familles d'agriculteurs du secteur laitier (RICA 2018)

Pays	Unités de main-d'œuvre familiale (en UTF*)	Total heures de travail (pour toutes les UTF*)	Heures de travail par UTF*
Allemagne	1,48	3 487	2 356
Belgique	1,86	5 042	2 711
Danemark	1,21	2 558	2 114
France	1,65	2 647	1 604
Irlande	1,38	3 270	2 369
Lituanie	1,38	3 047	2 208
Luxembourg	1,61	3 555	2 208
Pays-Bas	1,63	3 885	2 384
Moyenne UE**	1,52	3 392	2 231

* UTF = unités de travail familial (sur une année)

** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Tableau 10 : Heures de travail et paramètre des revenus utilisés dans les analyses du BAL 2018/2019

Pays	Heures gérant d'exploitation	Heures main-d'œuvre familiale	Taux horaire*	Paramètre des revenus (en ct/kg)	Part du revenu tiré de la production de lait
Allemagne	2 356	1 131	22,50 €**	12,73	75 %
Belgique	2 711	2 331	26,08 €	17,46	83 %
Danemark	2 144	444	30,06 €	3,61	85 %
France	2 441	1 587	26,66 €	17,56	76 %
Irlande	2 369	900	22,66 €	12,07	80 %
Lituanie	2 208	839	8,76 €	38,64	77 %
Luxembourg	2 208	1 347	28,30 €	11,97	73 %
Pays-Bas	2 384	1 502	24,00 €	9,24	87 %
Moyenne UE***	2 231	1 160	19,85 €	15,55	80 %

* Taux horaire (cotisations patronales comprises) ayant servi de base pour le calcul du paramètre des revenus.

** Pondéré selon les taux horaires conventionnels en vigueur dans les Länder.

*** Les résultats pour la moyenne de l'UE se réfèrent à 26 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Grèce et de Chypre.

Combien d'heures la gestion d'une exploitation laitière occupe-t-elle ?

En fait, **aucun enregistrement approprié du temps de travail** n'est disponible pour répondre à cette question. C'est pourquoi l'étude sur les coûts de production est basée sur les **normes fixées par le RICA de l'UE et les réseaux nationaux d'information comptable agricole** (cf. *Tableau 9*). Ces heures de travail ne sont néanmoins pas dérivées de véritables enregistrements du temps de travail. Elles sont généralement basées sur le temps de travail convenu au niveau national pour une unité de travail familial (UTF). De ce fait, dans le système de référence choisi par la Commission européenne, le nombre d'heures de travail servant de base de calcul pour déterminer les coûts de la main-d'œuvre diffère considérablement d'un pays à l'autre.

Une comparaison directe des coûts de la main-d'œuvre entre les différents pays n'est donc pas possible sur cette base. En particulier, le nombre d'heures de travail fixé dans le RICA pour les éleveurs laitiers français est largement inférieur à celui des autres pays de l'UE, car il est basé sur la norme d'une semaine de 35 heures. Une unité de main-d'œuvre familiale dans le secteur agricole en France ne se voit assigner qu'environ 1 500 heures par an. Pour cette

raison, les données sur le temps de travail utilisées dans l'étude sur les coûts de production en France sont basées sur une étude réalisée par l'**Institut de l'élevage (IDELE)**. Les analyses du BAL supposent que le gérant de l'exploitation est employé à temps plein dans l'exploitation laitière. Les heures de travail restantes sont attribuées à la main-d'œuvre familiale.

Les taux horaires utilisés dans l'étude du BAL, calculés sur la base des références exposées, sont présentés dans le *Tableau 10*. Ces **salaires horaires** forment la base de calcul du paramètre des revenus. Ils sont ensuite **convertis en centimes par kilogramme de lait**. Le RICA recense le nombre d'heures de travail pour l'exploitation dans son ensemble. La présente étude ne prend en compte **que la part des coûts de main-d'œuvre attribuable à la production laitière** (cf. *Vue d'ensemble 1, p. 38/39*). Le pourcentage pris en compte dépend du degré de spécialisation des exploitations laitières dans le pays en question.

Pour des informations plus détaillées sur la méthode de calcul, veuillez vous adresser au BAL (www.landforscher.de).

Vue d'ensemble 1 : Schéma utilisé pour déterminer les coûts de production du lait

Ajustements sur la base du RICA/UE

Poste de dépense

Coûts spécifiques

Achats de fourrage herbivores (1)

Production de fourrages

- Semences
- Engrais
- Produits phytosanitaires
- Autres coûts spécifiques de culture

Autres coûts spécifiques de l'élevage (vétérinaire etc.)

Coûts non spécifiques

- Entretien bâtiments & matériel
- Énergie
- Travaux par tiers
- Autres charges d'exploitation
- Impôts et taxes

Salaires, fermages et intérêts payés

Amortissements

Coût de la main-d'œuvre familiale

Aides

Coût de la terre/du capital

Répartition

Coûts spécifiques

Pourcentage des vaches laitières & bovins/herbivores (2)

Pourcentage des vaches laitières & bovins/herbivores



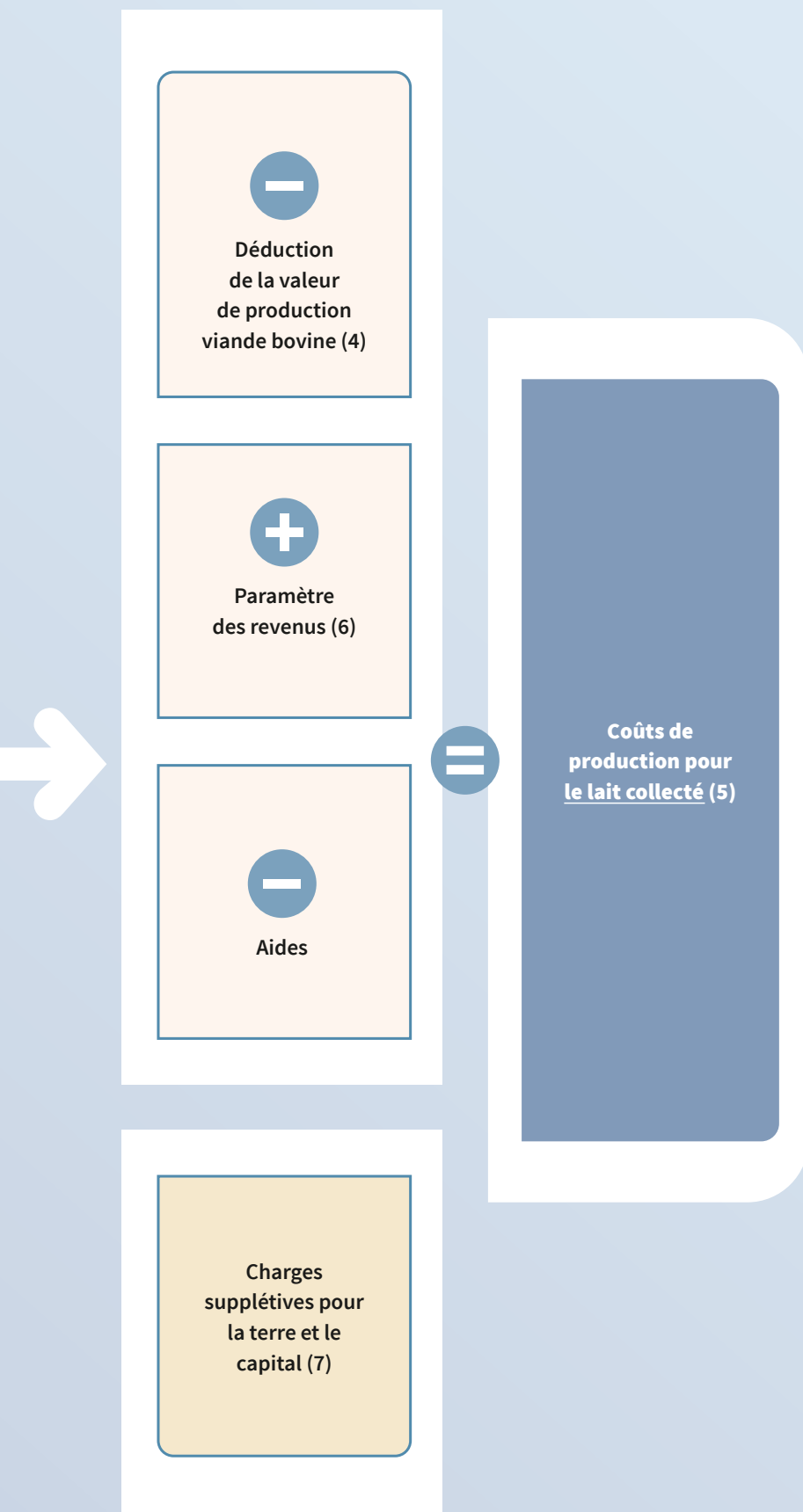
Pourcentage des surfaces en culture de fourrage/surface totale (2)

Pourcentage des vaches laitières & bovins/ensemble du bétail (2)

Coûts non spécifiques

Valeur de production lait & viande bovine/valeur de production totale déduction faite de l'auto-utilisation (production distribuée aux animaux) (3)

Valeur de production lait/ valeur de production totale déduction faite de l'auto-utilisation (production distribuée aux animaux) (3)



Adaptations/Légende

- 1: Les coûts des achats de fourrages se calculent à partir de l'ensemble des coûts pour herbivores. L'UE utilise des données individuelles.
- 2: La répartition des coûts pour les fourrages achetés et produits et les autres coûts spécifiques de l'élevage se base sur tous les bovins de l'exploitation. L'UE utilise des unités de bétail laitier.
- 3: La répartition de ces groupes de coûts s'effectue en divisant la valeur de la production du lait (et de la viande bovine) par la valeur de la production totale à laquelle a été soustraite l'auto-utilisation. L'UE inclut dans ce groupe les aides du lait et les aides totales, mais pas la viande bovine.
- 4: Le concept de l'UE ne prévoit pas la déduction des recettes annexes du sous-produit bovin.
- 5: Les coûts sont calculés pour le lait collecté et non pour tout le lait produit dans l'exploitation (comme le fait l'UE).
- 6: Paramètre des revenus : la présente étude fait appel à un paramètre qui lui est propre pour calculer le coût de la main-d'œuvre des exploitants indépendants.
- 7: Les charges supplétives pour la terre et le capital sont présentées séparément du coût total de la production laitière.

European Milk Board asbl (EMB)

Rue de la Loi 155

1040 Bruxelles

Belgique

☎ +32 2 808 1935

☎ +32 2 808 8265

✉ office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

